

# LE DEVOIR



## ÉCONOMIE

Nouvelle menace de grève des pilotes  
Page B 1

## LIVRES

Le journal du siège de Paris d'Octave Crémazie  
Page D 1

Vol. XCI N° 158

LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 JUILLET 2000

1,95\$ + TAXES = 2,25\$

## Sida: un faux sentiment de sécurité

Le nombre d'infections au VIH recommence à grimper au Canada et aux États-Unis

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

Pas de doute, l'Afrique est désormais considérée comme le cœur sidatique du monde. De l'autre côté de l'Atlantique, le ciel semble plus bleu, la maladie sous contrôle, on espère un vaccin pour bientôt... Ici, on ne meurt plus du sida, clament plusieurs. Rien de plus faux. Au Canada, plus de 40 000 personnes déclarées sont porteuses du VIH et on évalue à 15 000 le nombre de celles qui sont infectées sans le savoir.

Des statistiques dévoilées au cours du dernier mois donnent carrément froid dans le dos. Après des années de régression, le nombre de personnes infectées par le VIH augmente de façon dramatique dans la communauté gaie masculine de Toronto et de San Francisco. Comme la métropole canadienne n'est qu'à un vol d'oiseau de Montréal, la situation inquiète.

Mais qu'est-ce qui explique cette nouvelle embardée? Les experts de la santé supputent présentement sur la question. Certains prétendent que les homosexuels sont las d'avoir des pratiques sexuelles sécuritaires, d'autres soulignent que l'arrivée de nouveaux médicaments et de traitements plus efficaces a directement causé la recrudescence.

«Avec la trithérapie, on a abaissé de 80 % le taux de mortalité des patients atteints du sida», lance le président de la clinique L'Actuel, le Dr Réjean Thomas. «C'est, selon moi, ce qui a donné l'impression un peu à tout le monde que la maladie est en recul.» Le médecin ajoute que les médicaments ont fait disparaître plusieurs symptômes très visibles de la maladie, comme les taches sur la

VOIR PAGE A 10: SIDA

■ Lire autres textes en page A 5

## PERSPECTIVES

## Des mots qui tuent

Les mots ne sont pas innocents. Ils sont puissants, parfois même violents. Et quand ils parlent de violence, ils la provoquent. L'extrême droite l'a compris depuis bien longtemps. Aujourd'hui, les militants pro-vie le découvrent.

Les événements des derniers jours le démontrent bien. Derrière les manifestants pro-vie qui se réclament des défenseurs des droits des «enfants de Dieu» se cache souvent une rhétorique de haine et de violence empruntée aux mouvements d'extrême droite.

Il n'y a qu'à lire les pamphlets que distribuent à qui mieux mieux les groupes pro-vie. Pas besoin d'aller à Vancouver, ni même aux États-Unis. L'enfer, ce n'est pas que les autres, comme disait l'autre. Ici même, à Montréal cette semaine, une vingtaine de manifestants du groupe ontarien Montréal la vérité se sont promenés aux quatre coins de la ville, arborant des pancartes géantes qui affichent des fœtus avortés et des phrases-chocs telles que «Avorté, sept semaines», tout en distribuant

de la publicité de la Campagne Québec-Vie, avec des messages du type: «Arrêtons le massacre! Réagissons! Protestons!», ou encore: «L'avortement est un crime abominable! L'avortement est un meurtre!». Le groupe de pression Real Women of Canada parle quant à lui de l'avortement comme de la plus fatale oppression.

Si l'avortement est un meurtre, comment les militants doivent-ils y répondre? Entre un tel appel et l'assassinat des médecins, il n'y a qu'un pas.

Un pas que tous les groupes pro-vie ne franchissent évidemment pas. Mais certains si. Comme celui qui revendique le crime commis contre le médecin Garson Romalis de Vancouver cette semaine, un groupe jusqu'ici inconnu, le Front de libération des bébés.

Warren Kinsella, avocat et auteur, a publié deux livres sur les liens qui unissent les groupes d'extrême

VOIR PAGE A 10: MOTS

## INDEX

Annonces..... B 8	Fonds..... B 5
Avis publics... B 4	Idées..... A 9
Bourse..... B 7	Monde..... A 7
Carrières..... A 6	Mots croisés... B 8
Économie..... C 1	Météo..... B 8
Éditorial..... A 8	Sports..... B 10

## Délires forains



La sulfureuse Lola et son Pablo, tenanciers du plus petit cinéma qui soit.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Gaspard, roi marge

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Entrez, mesdames. Entrez, messieurs. Venez, venez, bonnes gens!

Cette année, dans son incommensurable bonté commanditée, le Festival Juste pour rire (FJPR) vous offre gratuitement vingt et cent spectacles de rue, des performances déambulatoires, du cirque de macadam.

Et puis, des arts forains de France et de Belgique, en entresorts, sous chapiteaux ou sur tréteaux. Venez y admirer la sulfureuse Lola et découvrir son jaloux d'époux, le Pablo, tenancier du plus petit cinéma du monde. Trémoussez-vous dans la plus grande petite discothèque du monde aménagée dans la roulotte de

Jean-Louis 2000 répandant le bonheur universel par le disco. Mesdames et vous seulement mesdames, rencontre Édouard, la créature de rêve de Natouchka, diplômée de physio-psycho-socio-biologie qui s'est fabriquée un homme idéal après trois mariages avortés.

Maintenant, rencontrez Gaspard Leclère, l'organisateur de ces délires, déjà près de chez vous. «J'ai été engagé comme consultant par le festival pour créer une initiation aux arts forains», résume M. Leclère, rencontré plus tôt cette semaine. «Au Québec, on connaît bien le théâtre traditionnel ou alors le stand-up. Avec le volet des arts de la rue, le festival propose ce qu'il y a de mieux en Europe dans ce genre de spectacle complètement

VOIR PAGE A 10: GASPARD

## Humilité 101

Le recours à la langue seconde est un petit défi pour bien des leaders des deux solitudes

Le Canada a beau être officiellement bilingue, ses citoyens naissent dans l'une ou l'autre des deux solitudes et ne s'en sortent qu'au prix de bien des séjours à Jonquière et de «pardon, pouvez-vous répéter?» Que ressentent nos leaders quand les micros et les caméras se tendent et qu'en conférence de presse, à la face de milliers de téléspectateurs, ils doivent s'exprimer dans leur hésitante langue seconde? Les sueurs froides leur coulent-elles le long du dos?



Louise Harel



Joe Clark

LOUISE LEDUC  
LE DEVOIR

Lorsque appelée à se donner une note sur sa maîtrise de l'anglais, la ministre Louise Harel répond spontanément «trois sur dix», puis corrige le tir. «Peut-être suis-je trop sévère envers moi-même. Disons donc cinq sur dix. En tout cas, je n'obtiens certainement pas la note de passage. Je souffre d'un réel blocage.»

Pour appuyer son «diagnostic», la ministre des Affaires municipales raconte tous ses efforts passés. «J'ai d'abord suivi un cours d'été d'un mois en Angleterre en 1982, à Brighton. Une immersion on ne peut plus complète: je vivais dans une famille à moitié irlandaise et à moitié anglaise. Ce fut le début d'une suite interminable d'étés

— sept ou huit — à m'échiner à l'anglais, à raison d'une à quatre semaines par année: deux étés à l'université Bishop, un autre stage dans le Massachusetts, à l'université Durham, un autre mois à l'Université de British Columbia à vivre dans une résidence étudiante...»

Tout ça par ambition d'une future grande carrière politique? «Au départ, plutôt par amour! Mon conjoint est d'origine palestinienne. Ayant étudié en Jordanie, il parle français, mais toute sa famille est installée à Toronto. Je m'étais dit que l'anglais me serait plus accessible que l'arabe dans mes conversations avec ma belle-famille...»

Dans sa vie professionnelle, Louise Harel aura finalement mis une quinzaine d'années avant d'accorder sa première entrevue

VOIR PAGE A 10: HUMILITÉ

## Gigantesque coup de tabac pour cinq fabricants

Des fumeurs de Floride obtiennent des dommages et intérêts records de 145 milliards

ANGELINE MONTOYA  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Miami — Un jury d'un tribunal de Miami (Floride) a condamné hier à une amende de près de 145 milliards de dollars cinq fabricants de tabac américains reconnus coupables d'avoir provoqué sciemment la maladie chez les fumeurs.

Le montant de l'amende est un record absolu aux États-Unis pour dommages et intérêts à des victimes.

L'avocat des plaignants, Stanley Rosenblatt, avait réclamé des dommages et intérêts compris entre 123 et 196 milliards de dollars. Philip Morris, qui représente 50 % du marché américain, a été condamné à payer 73,960 milliards de dollars, RJ Reynolds 36,280 milliards, Brown et Williamson 17,590 milliards, Lorillard 16,250 milliards et Liggett 790 milliards.

Deux instituts de recherche ont également été condamnés à des amendes: le Council for Tobacco Research à 1,195 million de dollars et le Tobacco Institute à 278 300 \$. Immédiatement, trois fabricants ont annoncé qu'ils allaient se pourvoir en appel: les groupes Philip Morris, RJ Reynolds et Brown and Williamson.

Les jurés sont arrivés à ce verdict dans ce procès sans précédent commencé il y a deux ans après seulement cinq heures de délibérations.

VOIR PAGE A 10: TABAC

■ Lire autre texte en page A 2

## Le «pool génétique» québécois

En se conjuguant avec les sciences sociales, en particulier l'histoire, la sociologie et la démographie, la génétique peut aider à retracer l'historique de certaines maladies et à en prédire la fréquence et la distribution sur le territoire.



La révolution génétique

La démogénétique, ou génétique des populations, est ce en quoi se spécialise l'IREP et son directeur, Bernard Brais, qui traite de ce sujet dans le cadre de notre série sur la révolution génétique.

■ À lire en page A 10

10<sup>e</sup> anniversaire  
FESTIVAL DE TROIS  
F au cœur des mots TROIS  
Tous les lundis du 31 juillet au 28 août 2000

Les rendez-vous littéraires de l'été

Billets en vente - Maison des Arts de Laval (450) 667-2040  
et Réseau Admission au (514) 790-1245

## • LES ACTUALITÉS •

## Plongeon mortel



GUILLERMO GRANJA REUTERS

**UN AUTOBUS** a fait un véritable plongeon dans un ravin de 50 mètres hier à Gualyllamba, en Équateur, tuant dans sa chute 15 passagers et en blessant 30 autres.

L'industrie du tabac encaisse stoïquement

## Des procès largement indolores

Le seul véritable payeur est pour l'instant le fumeur

PIERRE CELERIER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — L'industrie du tabac subit depuis des années avec stoïcisme une série de procès intentés aussi bien par des particuliers que par des États, mais dont l'issue a jusqu'ici largement épargné ses finances.

Hier, c'est un tribunal de Miami qui a défrayé la manchette en infligeant une condamnation record pour les cinq fabricants — Philip Morris, RJ Reynolds, Brown and Williamson, Lorillard et Liggett — avec un montant de près de 145 milliards de dollars de dommages.

Procès, condamnation ou pas, appels, c'est une véritable litanie pour les fabricants américains de cigarettes attaqués de toutes parts.

Depuis la plainte d'un fumeur de Marlboro demandant le remboursement de sa cure de désintoxication en 1990, la liste à la Prévert de plaignants s'est allongée: État du Mississippi, veuves éplorées, État brésilien, association américaine d'hôtesse de l'air, gouvernement américain, et même l'an dernier une Caisse primaire d'assurance-maladie française de Loire-Atlantique. Les seuls gagnants à ce jour sont les 46 États américains qui ont obtenu en 1998 un accord de versement de 206 milliards de dollars sur 25 ans, à titre de compensation pour les frais de santé engendrés par les traitements des maladies liées au tabac.

Le seul véritable payeur en est pour l'instant le fumeur. Les 300 millions de dollars déboursés à ce jour au titre de l'accord ont été financés par une hausse de

quelque 50 c par paquet, selon l'Association américaine des marchands de tabac (TMA).

Il semble que dans ce domaine l'union fasse la force. En 1994, une association d'hôtesse de l'air a obtenu un règlement à l'amiable de 349 millions de dollars auprès des fabricants en invoquant des dommages pour la santé subis par l'inhalation de la fumée de passagers fumeurs. En échange, les fabricants ont obtenu l'interdiction au personnel plaignant de les poursuivre ultérieurement à titre individuel.

«Aucun des quelque 1850 procès intentés par des individus contre les fabricants américains de cigarettes n'a donné lieu à un quelconque paiement de dommages et intérêts» à ce stade, constate le principal conseiller juridique de British American Tobacco sur le site Internet du groupe. Philip Morris a perdu seulement deux procès, remarque le conseiller, mais ils sont en appel. En 1999, par exemple, un jury de San Francisco a accordé 51 millions de dollars à une fumeuse atteinte d'un cancer, mais la somme a été réduite à 26 millions par un autre juge avant que la procédure ne stagne en appel.

Le gouvernement américain a attaqué au civil en septembre dernier les industriels pour avoir dissimulé au public les dangers du tabac. Mais les observateurs ont été unanimes à pronostiquer l'issue négative d'une initiative aussi tardive, et vouée de surcroît aux aléas d'un changement de direction politique.

L'initiative américaine a pourtant germé à l'étranger. L'État brésilien de Goiás (centre) a intenté une action en justice en octobre dernier contre l'industrie américaine du tabac pour récupérer des milliards de

dollars consacrés aux dépenses de santé. Il n'a fait que suivre l'exemple de plusieurs autres pays d'Amérique du Sud, dont la Bolivie, le Nicaragua, le Panama et le Venezuela. Leurs chances de réussite semblent aussi minces que celle du Guatemala, débouté de sa plainte contre neuf compagnies par une cour fédérale de Washington en décembre dernier. Le juge a estimé que les plaintes du Guatemala étaient «trop éloignées» pour être traitées par une cour américaine.

## Morris fera appel

Miami (AFP) — Le groupe Philip Morris va se pourvoir en appel, a indiqué hier Dan Webb, l'avocat du premier fabricant américain de cigarettes.

«Philip Morris est confiant que le jugement sera infirmé en appel», a déclaré Dan Webb juste après que le juge du tribunal de Miami a prononcé un verdict très lourd contre cinq industriels du tabac.

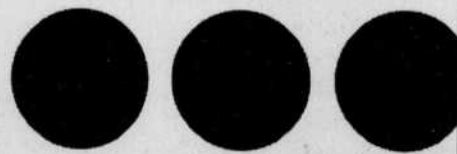
Philip Morris, RJ Reynolds, Lorillard, Brown and Williamson et Liggett ont été condamnés à payer 144,87 milliards de dollars de dommages.

Ce jugement n'aura «pratiquement pas d'impact» sur le groupe Philip Morris, a assuré Dan Webb.

La condamnation de Philip Morris porte sur 73,96 milliards de dollars, soit pratiquement son chiffre d'affaires de 1999, qui était de 79 milliards. L'an dernier, le groupe Philip Morris a dégagé près de huit milliards de dollars de bénéfice.



# DIRECT EN DIRECT



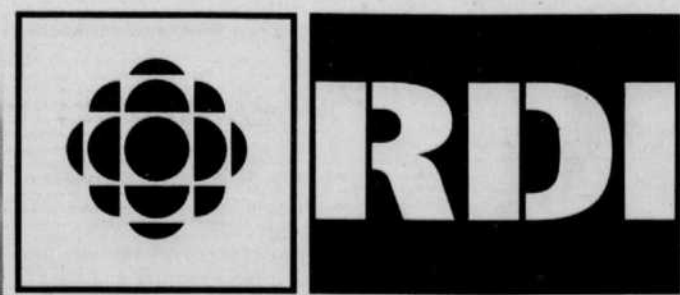
sur les débordements de la nature

sur les décisions de l'industrie

sur les mouvements de foule

sur les déclarations capitales

sur les points chauds du globe...



en **direct**  
sur la vie

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

EN BREF

## Policier absous

(PC) — Jean-François Cloutier, le policier de la Sûreté du Québec qui avait rédigé un faux rapport pour protéger la fille d'un collègue impliquée dans un accident le 1<sup>er</sup> janvier 1997, a reçu l'absolution inconditionnelle. Cette absolution signifie que Cloutier, qui avait plaidé coupable en juin dernier, n'aura pas de dossier judiciaire et qu'il pourra poursuivre sa carrière de policier. Le tribunal accorde cette absolution, comme le réclamaient la Couronne et la défense, parce que le policier Cloutier a avoué sa faute et que son faux rapport n'a jamais été utilisé. D'ailleurs, sa décision de reconnaître les faits aura conduit à la condamnation, pour respectivement douze et neuf mois de prison, des policiers Pierre-Yves Deragon et Marcel Brodeur. Leur cause a depuis été portée en appel.

## Conflit à la PdA

(Le Devoir) — C'est un nouveau chapitre qui commence dans le conflit opposant les techniciens à la Place des Arts (PdA). Les techniciens de la PdA, membres de l'Alliance internationale des employés de scène, de théâtre et de cinéma (IATSE, local 56), ont obtenu hier en Cour d'appel du Québec la permission d'en appeler de la décision du juge Jean Normand du 20 juin. Au mois dernier, celui-ci refusait d'entendre la requête en injonction interlocutoire des techniciens. Ceux-ci demandent depuis le mois de décembre une telle injonction interlocutoire (ou provisoire) qui leur donnerait ensuite le droit de demander à la Cour supérieure qu'elle ordonne à la Place des Arts d'arrêter d'utiliser des briseurs de grève.

## Débordement

(PC) — En ce début de vacances de la construction pour plusieurs Québécois, les urgences de certains hôpitaux sont débordées, notamment celle de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal, qui vit une situation extrêmement difficile. On invite d'ailleurs la population à se diriger vers d'autres ressources du réseau de la santé. Actuellement, on y dénombre 85 patients couchés sur civière pour une capacité normale de 35 places. De ce nombre, 57 sont en attente d'une hospitalisation.

Je souscris à la  
CAMPAGNE  
INTERNATIONALE  
de Gilles Rhéaume du MSQ  
contre le C-20 d'Ottawa

Le Québec a besoin de votre soutien  
59006 - 6595 St-Hubert  
Montréal État du Québec  
H2S 3P5

## Clark promet de faire mentir les fossoyeurs

«Je ne suis pas du tout inquiet»

De passage hier à Montréal, le chef du Parti conservateur, Joe Clark, s'est dit confiant que le temps et les prochaines élections lui donneront raison envers et contre la multitude d'oiseaux de malheur qui les donne déjà pour morts.

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

Apparemment imperméable aux mauvaises nouvelles qui lui pleuvent dessus, Joe Clark se dit toujours confiant que les prochaines élections fédérales donneront la chance, à lui et à son parti, de faire enfin mentir leurs fossoyeurs. Invité à Montréal par les dirigeants de son comité jeunesse québécois à venir discuter de stratégies électorales, le chef du Parti conservateur en a entre autres profité pour rejeter du revers de la main les résultats d'un sondage prédisant sa défaite certaine en cas de confrontation directe entre lui et le nouveau chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, dans la circonscription de Calgary-Centre.

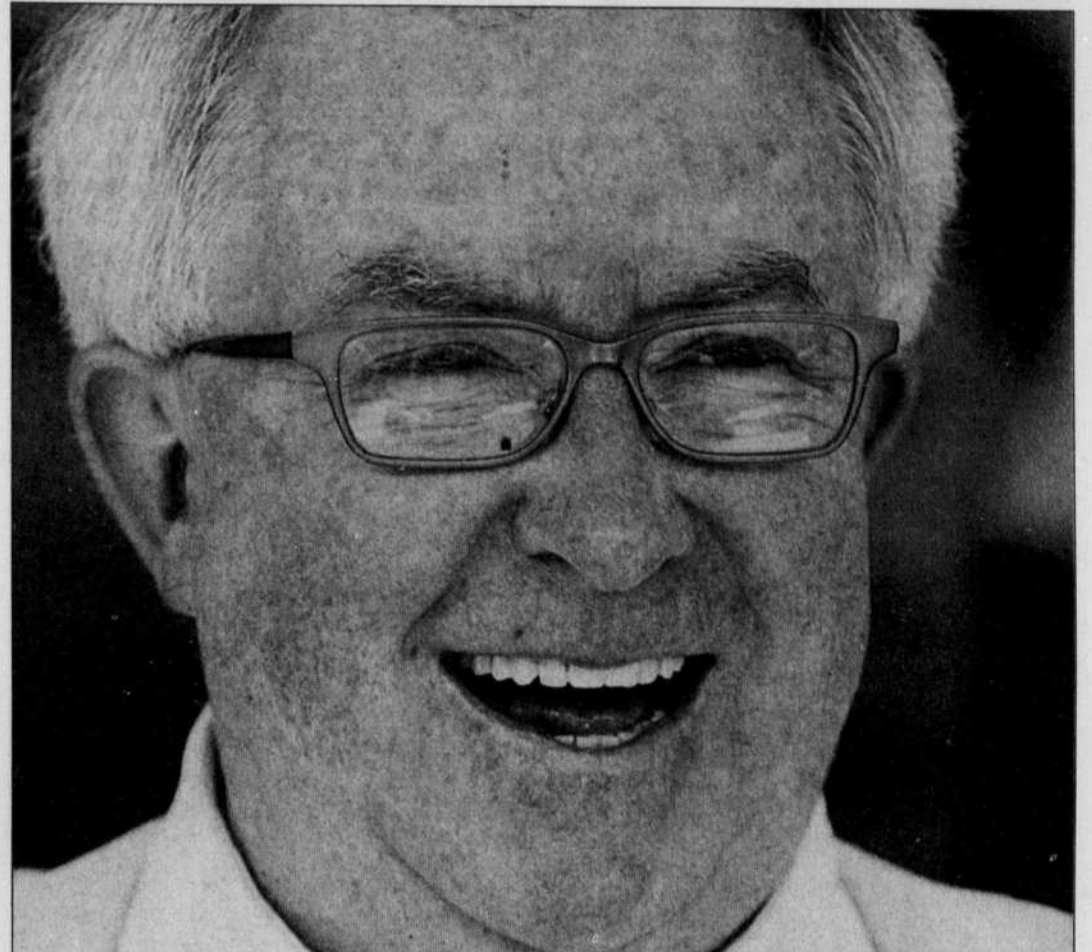
Mettant sérieusement en doute la fiabilité de cette enquête commandée par un journal favorable selon lui à l'Alliance, M. Clark s'est demandé pourquoi Stockwell Day hésitait encore à accepter le défi qu'il lui a lancé de se mesurer à lui lors d'une élection dans Calgary-Centre s'il était tellement certain de gagner. «Je ne suis pas du tout inquiet, a-t-il assuré en conférence de presse. Je suis prêt n'importe quand à tester la véracité de ces résultats dans une vraie élection.» Les résultats de l'enquête, menée auprès de 300 électeurs de la circonscription en question et publiés jeudi dernier par le *National Post*, prédisaient que Stockwell Day remporterait en pareilles circonstances 50 % des voix contre 22 % pour le candidat du Parti libéral et seulement 18 % pour Joe Clark. Dans le cas d'une lutte à laquelle s'abstiendrait de participer le Parti libéral, l'appui au chef de l'Alliance canadienne passerait alors à 56 % contre 27 % au chef conservateur.

Joe Clark a d'autre part qualifié de mauvais journalisme une autre information publiée hier par le *Na-*

*tional Post* révélant cette fois que l'ancien chef du Parti conservateur, Brian Mulroney, avait rencontré Stockwell Day en janvier dernier à Montréal pour discuter du meilleur moyen de défaire le gouvernement libéral. Le quotidien torontois déduisait de cette rencontre, qui s'est déroulée avant que M. Day ne se lance dans la course à la direction de l'Alliance canadienne, que Brian Mulroney pourrait, en cas de défaite de Joe Clark, aider à la fusion du Parti conservateur et de l'Alliance.

Le chef conservateur s'est dit convaincu que le temps travaillait désormais en faveur de son parti et que les électeurs ne tarderaient pas à se rendre compte que Stockwell Day était l'homme d'une région seulement du pays. Il en a profité pour souligner que des députés conservateurs ontariens étaient déjà retournés dans le giron de son parti depuis la défaite du candidat à la direction de l'Alliance canadienne Tom Long. Il a également révélé qu'il avait rencontré jeudi à sa demande le député fédéral torontois Jim Johns, expulsé récemment du caucus conservateur après qu'il eut annoncé son intention de briguer l'investiture du Parti conservateur et de l'Alliance canadienne en vue des prochaines élections. «Il a reconnu qu'il avait commis une erreur et il a fait des excuses» a rapporté Joe Clark. Il devra encore rencontrer ses anciens collègues du caucus, a-t-il ajouté, avant de pouvoir espérer avoir des chances d'y être réintégré aux seules conditions du parti.

Quelques instants avant de rencontrer leur chef autour d'une table du café Cherrier, rue Saint-Denis à Montréal, la douzaine de dirigeants du comité des jeunes conservateurs québécois disaient avoir des attentes claires à son égard. «En tant que jeune, disait la présidente du comité des jeunes conservateurs québécois, Audrey Caston-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Joe Clark: le temps travaille-t-il vraiment en faveur du Parti conservateur?

guay, je veux voir un parti plus dynamique et beaucoup plus agressif. On a un programme électoral, mais malheureusement on n'en entend pas parler. Il y a du travail à faire, mais je crois que M. Clark en est conscient et qu'il est prêt à répondre à nos demandes.» L'histoire ne dit pas si Joe Clark a réussi à leur insuffler un peu de son inébranlable optimisme.

Réal Brisson  
**Oka**  
par la caricature  
Deux visions distinctes  
d'une même crise

Dix  
ans  
plus  
tard

Trois nationalismes se sont affrontés à Oka et la caricature, à sa façon insolente et cinglante, les a rappelés sans détour. En témoigne une documentation plutôt singulière tirée d'une quarantaine de journaux.

SEPTENTRION  
www.septentrion.qc.ca

ARTHUR BUIES  
**Correspondance**  
(1855-1901)

L'ami intime du curé  
Labelle.

348 pages - 21,85 \$  
Les Éditions  
GUÉRIN  
(514) 942-3481

En vente dans toutes les librairies

Photo : Christian Guay

Sahrina et Martina

BONALDO  
LA MAISON DES IDÉES NOUVELLES

105, St-Paul Ouest, Montréal (Québec) H2Y 1Z5 (514) 287-9222 1 888 BONALDO

Profitez du soleil tout l'été!

Jusqu'au 9 septembre, le soleil brillera sur tous les vins (rouges, blancs, rosés) et mousseux de 15 \$ à 22 \$, à prix régulier. Profitez-en, vous économiserez 2 \$ à tout coup. Passez un bel été... bien ensoleillé!

Le plaisir de donner



Le plaisir de recevoir

www.saq.com

Cette promotion ne s'applique pas sur les portos, vins fortifiés et champagnes. Bouteilles de format 750 mL seulement. Comptoirs de vins en vrac et SAQ Dépôt exclus. Quantités limitées. 18 ans et plus.

La modération  
à bien meilleur goût.  
Bonne nuit!

## • LES ACTUALITÉS •

EN BREF

La Fédération mondiale de l'hémophilie tient son 24<sup>e</sup> congrès à Montréal

### Sus aux «agents blancs»!

(PC) — Dans une entrevue au magazine *L'actualité*, l'ancien chef cri Billy Diamond dénonce les «agents blancs» qui manipulent les Indiens pour entretenir la guerre entre Québec et Ottawa. Il s'avoue aussi déçu de la «mauvaise foi» que démontrent certains de ses compatriotes dans leurs relations avec le gouvernement québécois. Billy Diamond, 51 ans, a été pendant dix ans chef du Grand Conseil des Cris du Québec. Jusqu'à l'an dernier, celui qui a été de toutes les négociations d'ententes et de traités de toutes sortes avec les deux niveaux de gouvernement est resté impliqué dans la politique. Mais il ne supporte plus «le manque de vision de certains leaders cris, qui croient que la meilleure façon de se faire un nom est de taper sur le Québec», situation attribuable, selon lui, au fait que «beaucoup de consultants anglophones qui entourent les leaders cris entretiennent une haine personnelle à l'égard du Québec». Dans l'entrevue à *L'actualité*, M. Diamond cite notamment l'avocat James O'Reilly — avec qui il a pourtant négocié la Convention de la Baie James.

### Tous les espoirs sont permis pour les hémophiles

«Si on trouve une façon de remplacer le gène déficient, on aura résolu le problème»

JUDITH LACHAPELLE  
LE DEVOIR

En général, les hémophiles canadiens ont pratiquement la même espérance de vie que leurs concitoyens grâce à la qualité des soins auxquels ils ont accès. Cependant, les trois quarts des hémophiles dans le monde n'ont pas cette chance parce que leur maladie est mal ou pas du tout traitée. À l'occasion de son 24<sup>e</sup> congrès, qui se tient cette année à Montréal, la Fédération mondiale de l'hémophilie compte faire partager connaissances et traitements entre pays riches et pays pauvres.

Quelque 3000 congressistes venus de 92 pays sont attendus jusqu'à vendredi au Palais des congrès de

Montréal. L'hémophilie, qui touche surtout les hommes, est causée par une déficience du chromosome X. Beaucoup d'espoirs sont donc fondés sur une éventuelle thérapie génique qui permettrait de remplacer le chromosome déficient. «Si on trouve une façon de remplacer le gène déficient, on aura résolu le problème», dit Line Robillard, directrice de la Fédération dont le siège social est à Montréal. Tous les espoirs sont donc permis et des résultats sont attendus d'ici cinq ou six ans. En attendant, la thérapie actuelle consiste en des injections hebdomadaires par intraveineuse du facteur manquant dans le sang de l'hémophile.

Il ne sera plus vraiment question des recours juridiques qui ont été entrepris ces dernières années

dans certains pays pour dédommager les hémophiles qui ont contracté le virus du VIH lors de transfusions dans les années 1980. Les associations nationales luttent principalement individuellement sur ce point, les systèmes juridiques variant trop d'un pays à l'autre.

En revanche, les congressistes se pencheront sur l'importance d'offrir un traitement sûr aux hémophiles du monde entier, de même que sur les questions d'approvisionnement des dérivés de plasma et les coûts du traitement médical où le minimum annuel représente 20 fois le revenu annuel d'un Indien. La Fédération compte sur l'échange d'information pour permettre aux pays les plus pauvres d'offrir un meilleur traitement à leurs hémophiles.

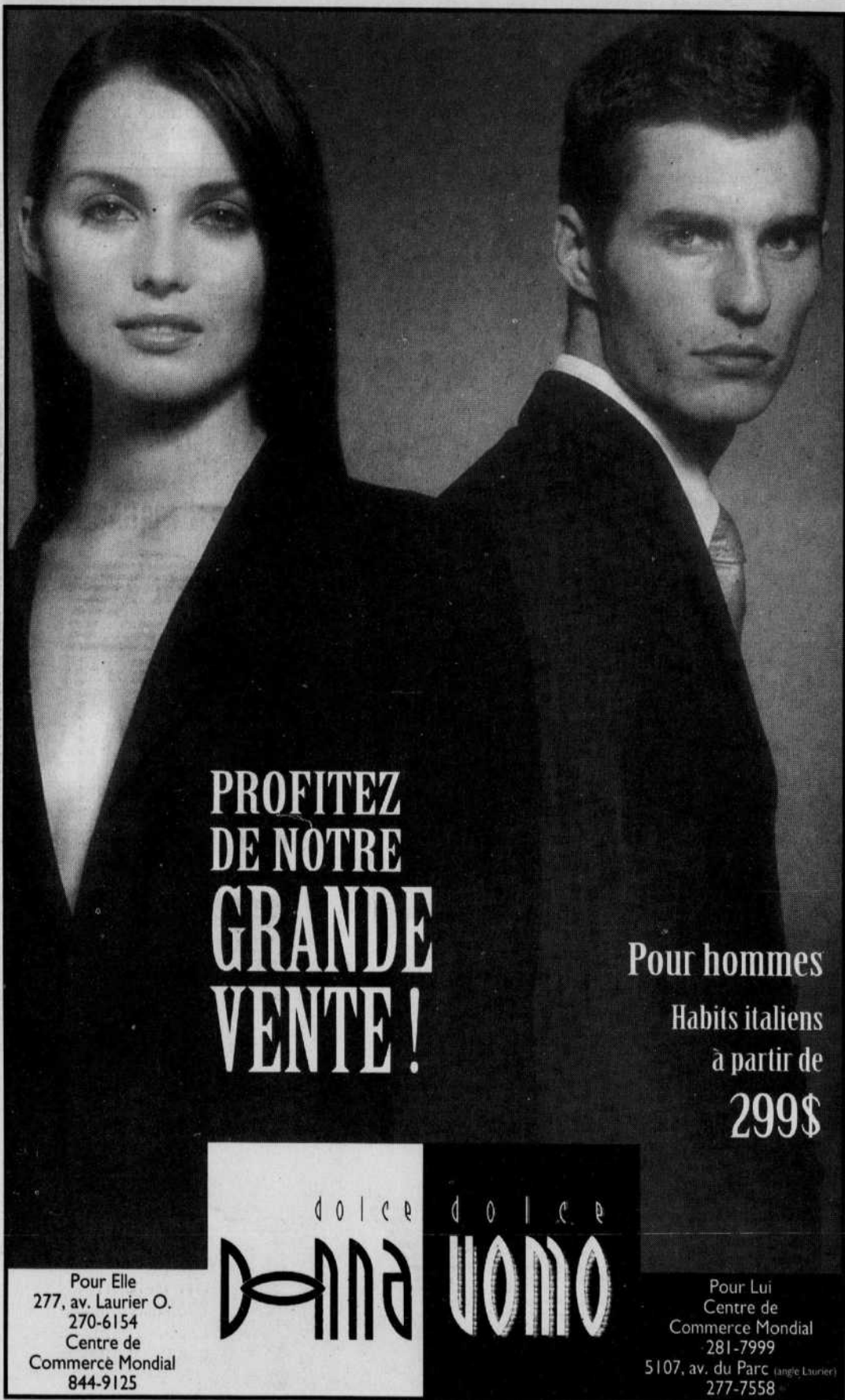
### Cannavino décline toute responsabilité

Québec (PC) — La répartition des effectifs policiers, l'autorisation du temps supplémentaire et la confection des horaires de travail relèvent de la direction de la Sûreté du Québec et le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec Tony Cannavino décline toute responsabilité quant à la façon dont la surveillance du réseau routier sera assurée au cours de la fin de semaine. «Il ne nous appar-

tient pas, à la direction de l'APPQ de faire entrer des policiers au travail, a expliqué M. Cannavino, mais le directeur devrait savoir qu'à l'approche de la première fin de semaine des vacances de la construction, l'achalandage sur les autoroutes va être énorme et qu'il aurait fallu prévoir, comme ce fut le cas les années passées, sinon de rappeler des policiers, au moins de prolonger les heures de travail de ceux qui sont déjà en poste.»

Le président de l'APPQ a expliqué que dans la situation prévue par la direction de la SQ, un policier sera appelé à couvrir une distance de 150 kilomètres de route. «C'est comme si on jouait à la roulette russe, a-t-il expliqué, en espérant que rien ne va se passer.»

En temps normal, la SQ dispose, selon lui, de 340 policiers affectés à la surveillance du réseau autoroutier.



**PROFITEZ DE NOTRE GRANDE VENTE!**

Pour hommes  
Habits italiens  
à partir de  
**299\$**

doice doice  
**DONA UOMO**

Pour Elle  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de  
Commerce Mondial  
844-9125

Pour Lui  
Centre de  
Commerce Mondial  
281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier)  
277-7558



**Patrimoine en fleurs**

**JUSQU'À 40%**

Rejoignez-vous à la tradition estivale Patrimoine et venez profiter de réductions allant jusqu'à 40% sur nos mobiliers-démonstrateurs sélectionnés

**Patrimoine**  
3932 Autoroute Laval Ouest,  
(coin Cusé-Labelle)  
Laval (Qc) H7T 2K7  
(450) 687-6867

La salle de montre est fermée tous les dimanches durant l'été

## Obtenez votre permis d'armes à feu MAINTENANT!

### C'est moins cher!

Seulement 10 \$ pour le permis de possession (60 \$ après le 15 octobre).



### C'est plus simple!

Un nouveau formulaire d'une seule page.

DEMANDE DE PERMIS EN VERTU DE LA LOI SUR LES ARMES À FEU (pour particuliers de 18 ans et plus)

ATTENTION : pour POSSEDER, ACQUÉRIR ou EMPRUNTER des armes à feu, on acquiesce des conditions, vous devez obtenir votre permis d'armes à feu avant le 1er janvier 2001.



### C'est plus facile!

Une équipe se rendra près de votre localité cet été pour vous aider à remplir votre formulaire.



Pour plus d'information et pour obtenir des formulaires et de l'aide à les remplir : **1 800 731-4000**

[www.ccaf.gc.ca](http://www.ccaf.gc.ca)

Canada

• LES ACTUALITÉS •

Grâce aux nouveaux traitements et médicaments contre le sida

# Optimisme prudent dans la communauté gaie

« On a réussi à améliorer l'espérance et la qualité de vie des malades »

VALÉRIE DUFOUR  
LE DEVOIR

Nouveaux traitements et médicaments pour vaincre le sida ont ramené un vent d'optimisme dans la communauté homosexuelle après qu'elle eut vu tomber plusieurs des siens comme des mouches. Cet optimisme pourrait cependant être allé trop loin.

« La problématique du sida a tellement évolué au cours des dernières années que les gens ont de la difficulté à suivre », admet le directeur de la clinique L'Actuel, le Dr Réjean Thomas. Alors que la communauté gaie masculine était principalement victime de cette épidémie dans les années 1980, le sida affecte maintenant de plus en plus

d'hétérosexuels. Les porteurs du VIH sont traités à l'aide d'un mélange de trois antiviraux. Ce traitement, que l'on nomme trithérapie, renforce le système immunitaire et retarde l'attaque du sida sur l'organisme. « On a réussi à améliorer l'espérance et la qualité de vie des malades », indique Michel Morin, directeur adjoint de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-sida).

Si bien que certaines personnes croient qu'on peut désormais dompter la maladie en prenant des médicaments. « On part de loin », avoue le Dr Danielle Auger, du Centre québécois de coordination sur le sida (CQCS). Avant, le malade diagnostiqué avait entre 10 et 15



ARCHIVES LE DEVOIR  
Réjean Thomas

ans de survie et au bout, il y avait la mort. Maintenant, le sida est une maladie chronique. [...] Il faut renforcer le message que le sida n'est pas

une maladie traitable, soutient le spécialiste. Les médicaments ont de gros effets secondaires qui deviennent parfois tellement importants qu'on doit cesser le traitement.

Ce fut le cas pour Jean, qui est porteur du VIH depuis 20 ans. Malgré la trithérapie, l'homme de 51 ans a vu sa masse musculaire fondre. Ce phénomène s'appelle le syndrome du dépérissement lié au sida et il affecte de cinq à dix pour cent des personnes séropositives. « C'est terrible, on se voit rapetisser, les coudes, les genoux. Le gras s'en va et on devient pareil à un cancéreux. » Après une thérapie de 13 semaines avec un autre médicament, il a repris du poids et des couleurs, mais il a réalisé que combattre le VIH ne se résumait pas à son

cocktail de pilules quotidien.

« Par la trithérapie, on a masqué le problème lié à ce syndrome, explique le Dr Clément Olivier, de la clinique L'Actuel. Maintenant, on commence à le retrouver chez nos patients. » Le Dr Danielle Auger renchérit: « En 1996, on pensait que d'ici trois ou quatre ans les personnes séropositives seraient en rémission. Mais aujourd'hui, on se rend compte que le virus est toujours présent dans des compartiments non sanguins de l'organisme et cela fait en sorte que la guérison n'est pas complète. »

Avec les années, de nouvelles souches du virus ont muté et sont désormais résistantes à certains traitements. « 50 % de nos patients ont des résistances à au moins un médicament, c'est énorme! », clame

le Dr Réjean Thomas. Il voit l'arrivée de nouveaux médicaments sur le marché comme la seule solution. « Mais au Canada, c'est extrêmement long avant qu'ils soient acceptés par Santé Canada. Et il faut ajouter encore de trois à neuf mois avant que Québec les inscrive à sa liste de médicaments. On est de un à deux ans en retard sur les États-Unis. »

Le Dr Thomas ajoute que les médecins qui se consacrent au sida commencent à être essouffés et qu'il n'y a pas de relève. « Nos clientèles sont lourdes et le mode de rémunération à l'acte est mal adapté. Auparavant, certains de mes patients mouraient et je pouvais en prendre d'autres. Mais avec la trithérapie, mes patients survivent et je ne peux plus en prendre d'autres. »

## Durban appelle à la réconciliation

Durban (AFP) — Dominée depuis son ouverture par la querelle opposant le président sud-africain Thabo Mbeki — qui met en cause l'existence du virus du sida — et les chercheurs, la XVIII<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida s'est achevée vendredi à Durban (Afrique du Sud) par un appel à la réconciliation de Nelson Mandela.

Jouant les « pères de la nation », l'ancien président a renvoyé dos à dos les deux parties en soulignant que dans une dispute, peu importe qui a commencé, car finalement, « plus personne n'a totalement raison ou tort ». « Beaucoup d'attention inutile a été portée au cours de cette conférence sur une querelle qui, involontairement, détourne des vrais problèmes de vie et de mort », a-t-il regretté. Événement de bout en bout plus politique que scientifique, la conférence aura finalement atteint son but, « briser le silence ».

La double polémique — sur l'existence du virus du sida et le refus du président Mbeki de fournir aux femmes enceintes l'AZT ou la névirapine qui leur éviterait dans la moitié des cas de mettre au monde des enfants contaminés — a donné à la conférence de Durban une visibilité nettement supérieure aux précédentes.

Une aubaine pédagogique pour le continent noir, toujours empêtré dans les préjugés et les tabous sur la maladie.

### Inquiétude

Face à la tragédie sans précédent qui se déroule sur ce continent où, selon M. Mandela, « le sida prend à lui seul plus de vies que les guerres, famines, inondations et le paludisme », l'inquiétude est de mise partout dans le monde.

Après des années d'atemolements ou d'indifférence, les pays occidentaux et les grandes agences internationales prennent enfin conscience de l'horreur de ce tableau. Ils réalisent aussi que l'effondrement humain et économique d'une partie du monde ne sera pas sans répercussions sur leur mode de vie, et paraissent disposés à mettre plus largement la main à la poche.

Car l'impact économique de la maladie est déjà immense et menace le bien-être des générations futures: la maladie vide les campagnes et décime la population en âge de travailler. En Côte d'Ivoire, selon l'ONUSida, sept morts d'enseignants sur dix sont dues au virus et au cours des dix premiers mois de 1998, la Zambie a perdu

1300 enseignants à cause du sida. Au Zimbabwe, l'espérance de vie s'est déjà effondrée de 26 ans. Au Botswana, un adulte sur trois est contaminé.

Le Dr Peter Piot, directeur de l'ONUSida a donné une idée de la facture: « En Afrique subsaharienne seule, sans même parler de multi-thérapies, trois milliards de dollars par an seraient nécessaires pour prendre en charge les malades », a-t-il dit.

Une grande partie des 290 millions d'Africains survivent avec moins d'un dollar par jour.

Le président français Jacques Chirac a proposé la tenue d'une conférence sur l'accès aux traitements du sida et plaidé pour la mise en place d'un fonds de solidarité thérapeutique « vraiment universel », dans un message lu à Durban.

Cette conférence devrait avoir lieu prochainement, bien avant la XIV<sup>e</sup> conférence internationale qui se tiendra en 2002 à Barcelone (Espagne).

« Il ne peut pas y avoir deux manières de lutter contre le sida, le traitement au Nord et la prévention au Sud alors que 90 % des personnes contaminées vivent dans le monde en développement, et il serait indigne d'accepter une épidémie à deux vitesses », a-t-il dit.

Très attendu, le vaccin, sur lequel les chercheurs mettent enfin les bouchées doubles, ne sera pas disponible au mieux avant de cinq à sept ans. Les onéreuses « tri-thérapies » que peuvent s'offrir les patients des pays riches — 5 % au plus du total des malades — ne sont pas dénuées d'effets secondaires. Quant au spermicide — que les chercheurs espéraient transformer en « virucide » — non seulement il ne marche pas mais il favorise les contaminations.

À l'échelle planétaire, l'injustice liée à la progression du sida demeure quasiment inchangée depuis près de vingt ans: 90 % des 16 000 infections quotidiennes se produisent dans les pays en développement, et 90 % des dépenses liées au sida concernent les pays industrialisés.

Les pays d'Afrique subsaharienne comptent près de 25 millions de personnes contaminées, sur un total de plus de 34 millions, soit environ 70 % du total. Quelque 95 % des 13 millions d'orphelins du sida vivent aussi sur le continent noir. Et l'épidémie a déjà fait plus de 18 millions des morts dans le monde, dont 83 % en Afrique.

## Grande CÉLÉBRATION d'ouverture de notre 6<sup>e</sup> magasin à Québec

**RABAIS EXCEPTIONNELS PARTOUT EN MAGASIN !**

Jusqu'à **50%** de rabais

### bain

Serviettes et accessoires\*  
Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **1<sup>99</sup>**

**CANNON**  
*Fieldcrest*  
**MARTEX**  
STEVENS

### parures de fenêtres

Venez voir le choix de parures de fenêtres le plus complet au Canada ou téléphonez notre service à domicile pour qu'un de nos conseillers en décoration vous rende visite.

**331-5260**

Parures de fenêtre\*  
Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **1<sup>79</sup>**

**Levolor**  
HunterDouglas

### matelas

Matelas\*  
Choisissez parmi la plus grande sélection de Sealy et Simmons

À partir de **169<sup>00</sup>**

La meilleure offre!  
Ne payez ni la TPS ni la TVP\*  
ou ne payez rien avant un an.

\*Nous vous offrons un rabais équivalent à la TPS et à la TVP sur nos prix.

Photographies présentées à titre indicatif uniquement.

### litterie

Draps  
Choisissez parmi la plus grande gamme d'articles

À partir de **6<sup>95</sup>**

**lawrence SHEFTEX**  
**GUESS?** *Crucill*  
**Springmaid** *Dan River*  
**MARTEX** *Vanguard*

litterie • édredons de duvet • matelas • porcelaine • serviettes • appareils électriques • batteries de cuisine  
stores • tentures • papier peint • service de décoration à domicile gratuit • articles-cadeaux  
boutique pour bébé • tapis • cristal • cuisine • figurines • lits en laiton • et plus encore !

# GIORGIO

## EMPORIO

**LES COURS MONT-ROYAL**  
1455, rue PEEL, coin BOUL. DE MAISONNEUVE  
TEL.: (514) 282-0022

POUR UN TEMPS LIMITÉ  
**COMPLÈT POUR HOMME**

## 595\$

En laine de mérinos extra fine super 100  
fait en Italie  
disponible en plusieurs couleurs  
Tailles de 36 à 50 - Retouches sans frais  
Prix régulier: 1195 \$

Réductions sur toute la collection été  
**30% 40% 50%**

## LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON

# LINEN CHEST

Service à domicile **GRATUIT**  
**331-5260**

Centre Rockland  
**341-7810**

Place Portobello Brossard  
**671-2202**

Les Galeries Laval  
**681-9090**

La Cathédrale (Centre-ville)  
**282-9525**

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas !

LES ACTUALITÉS

PERSPECTIVES

L'irréparable

Les libéraux fédéraux du Québec (députés, sénateurs, organisateurs, présidents régionaux, bailleurs de fonds, présidents d'associations de comités et apparatchiks) ont participé en début de semaine à Montréal à une petite fête, avant de se séparer pour les vacances d'été.

A ce tournoi de golf de l'aile québécoise du PLC, un sujet dominait toutes les discussions. Sur le tertre de départ, près de la trappe de sable, sur le vert et surtout au 19<sup>e</sup> trou, l'on parlait de la rumeur de démission de Paul Martin.

C'est un indice du sentiment d'insécurité qui grandit et de la profondeur du malaise qui gruge le moral des troupes.

La contestation

Après la fracassante sortie en avril du président du comté de Berthier, M<sup>r</sup> Louis-Victor Sylvestre, le préfet de discipline, Alfonso Gagliano, a brandi la strappe et menacé tous les rebelles d'expulsion. La contestation s'est tue et les dirigeants du parti ont cru l'avoir matée pour de bon.

L'accalmie a été de courte durée. En juin, sept présidents d'associations de comtés et leur président régional ont profité de la réunion du conseil général du parti à Drummondville, pour dévoiler au public les conclusions de leur réflexion sur le comportement des ténors du gouvernement Chrétien.

Cela dans un texte critique qui pressait Ottawa de mettre un terme à sa stratégie de l'affrontement et de se montrer plus conciliant envers le gouvernement du Québec.

Une dénonciation que le ministre Gagliano a attribuée à une «poignée» de mécontents, alors qu'il s'agissait en fait d'un incident rare et troublant pour ce genre de parti. Quelques jours auparavant, un groupe de supporters de Paul Martin s'étaient réunis à Toronto pour discuter du leadership du parti.

Puis, un sondage est venu confirmer les prétentions de tous les Louis-Victor Sylvestre du parti. Avec Jean Chrétien, les libéraux parviendraient tout au plus à conserver les comtés qu'ils représentent. Mais avec Paul Martin, ils amorceraient la débâcle du Bloc québécois.

La nouvelle donne

Retranchés derrière les barricades du pouvoir, les dirigeants libéraux demeuraient imperturbables et confiants, convaincus qu'ils étaient que les séquelles de la campagne au leadership entre Preston Manning et Stockwell Day allaient leur permettre de rester en selle. Les stratégies du premier ministre étaient persuadées que Preston Manning gagnerait la course et que la droite en sortirait irrémédiablement divisée.

La victoire de Stockwell Day a gâché leurs plans et remis en question leurs stratégies. Ils prenaient soudainement conscience que la donne venait de changer et que l'Alliance s'imposait doré-

navant comme un adversaire redoutable.

Le secousse s'est fait sentir dans toutes les instances du parti et c'est cette inquiétude qui s'est exprimée au tournoi de golf de l'aile québécoise. Il n'y a pas seulement les pro-Martin qui sont anxieux et pressés de renouveler le leadership. Une note interne du bureau du ministre Allan Rock, faisant référence à ses activités de leadership, a été interceptée et publiée dans le National Post de Conrad Black. «C'est heureux que ce ne soit pas sorti de chez nous», a confié cette semaine au Devoir un conseiller de Paul Martin, précisant que le mot d'ordre au sein de l'organisation est de ne pas broncher, de ne plus faire de vagues.

L'inévitable

Ce que le ministre Gagliano considère être «une poignée» de mécontents est en train de devenir légion au sein du parti. Ils sont de plus en plus nombreux, y compris des députés du Québec et de l'Ontario, à se faire une analyse froide et lucide de la situation, à voir la réalité politique en face. La majorité du gouvernement à la Chambre des communes est seulement de cinq sièges. Or, avec l'entrée en force de l'Alliance, le PLC ne peut faire de gains en Ontario, dont il représente déjà 101 des 103 comtés. La probabilité est plutôt qu'il en perde une quinzaine. Un scénario qui risque de se répéter au Québec, où la popularité de Jean Chrétien est en constante décroissance. Et dans l'ouest du pays aussi, l'Alliance menace de faire la vie dure aux libéraux.

C'est l'évidence même que, sous le leadership de Jean Chrétien, le PLC ne peut espérer mieux que de former un gouvernement minoritaire. Ottawa deviendrait ainsi vulnérable face à la possibilité que le premier ministre Bouchard profite de la situation pour tenir un référendum sur la souveraineté.

L'effet Martin

Par contre, avec un nouveau chef, le PLC aura de meilleures chances de freiner la montée de l'Alliance et de son charismatique chef, Stockwell Day. S'il est vrai qu'Allan Rock obtiendrait les meilleurs scores en Ontario, Paul Martin aurait un effet dévastateur sur les appuis du Bloc québécois. Sa préférence pour un fédéralisme fortement décentralisé représenterait un attrait indiscutable pour les Québécois nationalistes, qui se laisseraient sûrement tenter par cet apôtre de la décentralisation. Tous les sondages le démontrent. Il désamorcera le mouvement souverainiste et placera le PQ dans la difficile position d'aller à contre-courant, de refuser une réforme en profondeur du fédéralisme, de dire non à un nouveau partenariat avec le Canada anglais, de mordre la main tendue.

Les pro-Martin refusent de croire qu'ils sont les seuls à faire cette analyse de l'état de leur parti et de la situation politique canadienne. Ils ont confiance que Jean Chrétien se rendra à l'évidence et annoncera sa retraite de la vie politique au plus tard en début de septembre, soit l'extrême limite pour donner le temps au parti d'organiser un congrès de leadership et de se préparer aux élections générales de 2001.

Comment mieux utiliser le Saint-Laurent Québec veut s'investir dans le transport maritime

Québec manque actuellement le bateau dans le transport maritime en raison d'un fleuve «agonisant» qui ne demande qu'à être mieux utilisé. C'est pourquoi le ministre délégué aux Transports, Jacques Baril, souhaite profiter du vent de déléstage qui souffle dans les voiles du gouvernement fédéral pour déposer une politique de transport maritime et fluvial, d'ici le printemps 2001.

FRANÇOIS CARDINAL LE DEVOIR

Le ministre délégué aux Transports, Jacques Baril, a terminé au mois de juin une première série de consultations sur sa politique de transport maritime et fluvial. Pas moins d'une soixantaine de groupes de tout horizon se sont succédé à la tribune. «L'objectif était de leur demander s'ils considéraient important que le Québec se dote d'une politique de transport maritime et fluvial ou si, en revanche, nous n'avions rien à faire là-dedans», a résumé Jacques Baril en entrevue avec Le Devoir cette semaine.

L'attitude des groupes à l'égard des intentions du gouvernement du Québec a été «à 99,9 % positive», soutient M. Baril. Cela s'expliquerait notamment par le fait que le fédéral a laissé le fleuve à lui-même ces dernières années, tout en imposant aux utilisateurs, depuis quatre ans, les frais d'utilisation qui s'y rattachent, tels que les services d'aide à la navigation, de dragage, et de déglacage assumés par la garde côtière.

Conséquence: le Saint-Laurent se meurt à petit feu.

C'est dans un tel contexte que Transports Canada a amorcé, en décembre 1997, sa politique de déléstage qui consiste à se désengager financièrement de la gestion des infrastructures portuaires en se retirant de leur exploitation directe.

«Depuis des lunes, on a délaissé le maritime afin de développer le routier comme ça n'a pas de bon sens, déplore le ministre Baril. Il ne faut donc pas attendre le fédéral [pour trouver des solutions], ce dernier a complètement abandonné le Saint-Laurent.» M. Baril entend donc profiter du déléstage qui doit se poursuivre jusqu'en 2001 pour redonner ses lettres de noblesse à un moyen de transport aux grands bénéfices.

Depuis l'ouverture de la Voie maritime du Saint-Laurent en 1959, nous informons le document de consultation préparé par le gouvernement, le trafic de mar-

chandises a augmenté de façon constante jusqu'à la fin des années 70, passant de moins de 30 millions de tonnes (Mt) à plus de 70 Mt annuellement. Malgré la montée du trafic des conteneurs à Montréal et l'arrivée des nouveaux trafics reliés au développement des alumineries, les tonnages ont par la suite chuté à 40,9 Mt en 1993 et se sont enfin stabilisés à 50 Mt.

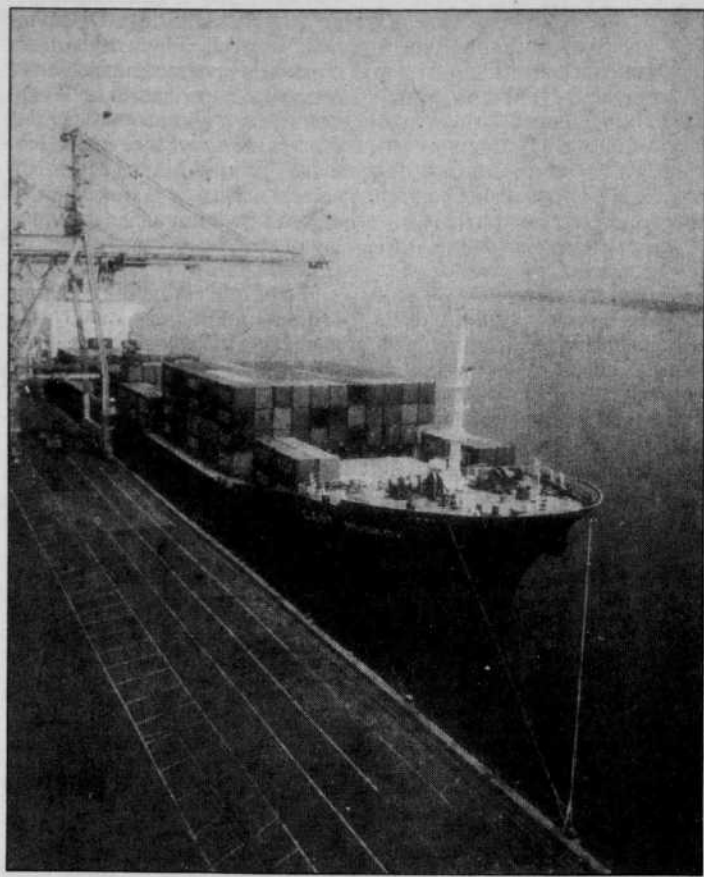
«Dans un contexte de détérioration de la chaussée et de diminution de la sécurité routière engendrée par un trafic lourd de plus en plus important», note-t-on dans le dit document, le transport maritime représente une belle planche de salut.

D'autant plus que tout porte à croire que les effets néfastes du tout-à-la-route vont aller en grandissant. Les exportations québécoises, principalement vers les États-Unis, sont passées de 24 milliards de dollars en 1990 à plus de 55 milliards en 1998. Mais de ce dernier montant, seulement 11 % ont voyagé par voie fluviale alors que du côté des importations, 25 % des marchandises qui ont transité vers le Québec l'ont fait via le mode maritime.

«Si c'est payant pour les autres, ça peut l'être pour nous», croit en outre le ministre en faisant allusion à des ports tels que Port Everglades, qui a connu une hausse de 242 % du trafic de conteneurs entre 1987 et 1996, Miami (164 %) et Jacksonville (137 %). L'augmentation à Montréal a quant à elle atteint 60 %.

De plus, les économies réalisées ne sont pas qu'économiques, mais également énergétiques. «Si on veut rencontrer les engagements de Kyoto [réduire de 6 % d'ici 2010 les émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 1990], il faut faire quelque chose. Et non seulement se fier aux constructeurs automobiles.»

Le transport maritime est en ce sens une bonne façon de diminuer les gaz à effet de serre en retirant de la route des camions hautement polluants. En effet, avec cinq litres de carburant,



ARCHIVES LE DEVOIR

«On a délaissé le maritime afin de développer le routier.»

note le ministre, un avion peut déplacer une tonne de marchandise sur six kilomètres, un camion sur 100 km, un train sur un peu plus de 300 km et un bateau, sur 500 km.

Le cabotage

Une des voies que le ministre souhaite explorer pour arriver à ses fins est l'augmentation du transport interne de marchandise, communément appelé cabotage. «Selon les données de 1997, peut-on lire dans le document de consultation, environ 75 % du trafic maritime québécois, soit 78 millions de tonnes, est constitué de trafic international. Le reste constitue le cabotage qui, à l'échelle du Canada, a diminué d'environ 25 % dans les ports de l'Atlantique, des Grands Lacs et du Pacifique et de 16 % dans les ports du Saint-Laurent. Quant au cabotage proprement québécois, il est en voie de disparition.»

Ainsi, le bois acheminé de la Côte-Nord et les approvisionnements de pétrole, pour ne nommer

que ces deux exemples, emprunter la voie terrestre alors qu'il pourrait en être tout autrement. Québec cherche donc des moyens de ramener sur l'eau les biens que s'échangent les entreprises. Le problème c'est qu'à l'heure actuelle, renchérit M. Baril, un important déséquilibre existe: les armateurs doivent payer pour entretenir et utiliser la voie fluviale alors que c'est le gouvernement qui paye pour entretenir les routes. Mais avant de privilégier telle ou telle avenue, Québec organisera une journée de rencontre le mois prochain avec des experts internationaux du domaine. «Nous allons leur demander pourquoi ils ont supporté et non abandonné le transport maritime.»

En octobre ou novembre, le ministre Baril organisera par la suite une autre sorte de consultation sous forme de colloque ou de forum, afin de «fixer les orientations qu'on veut donner à cette politique». Cette dernière sera par la suite achevée puis devra être déposée aux alentours du printemps 2001.

Le CPM forcera des centres d'hébergement à payer les frais de buanderie

JUDITH LACHAPELLE LE DEVOIR

Fort du jugement déclaratoire favorable obtenu il y a plus d'un an, le Conseil pour la protection des malades (CPM) demandera lundi une injonction pour forcer une vingtaine de centres d'hébergement à ne plus facturer des services de buanderie à leurs clients. L'injonction ne vise qu'une vingtaine de centres

d'hébergement pour le moment, mais le recours collectif qui poursuivra ses audiences à l'autonne risque de toucher toute la province...

Les centres gérés par Vigi Santé et le Groupe Champlain sauront donc lundi si une injonction les forcera à respecter le jugement déclaratoire rendu en avril 1999. Au moment où un recours collectif a été entrepris en Cour supérieure pour forcer les

centres d'hébergement à ne plus exiger de frais pour la buanderie et de rembourser les frais assumés par les résidents depuis 1994, quatre propriétaires avaient demandé à la Cour d'appel de poser un jugement déclaratoire. La Cour d'appel a alors statué que les résidents n'avaient pas à déboursier un montant supplémentaire pour faire laver leurs vêtements. La Cour suprême a plus tard refusé d'entendre l'appel des propriétaires. Lundi, le CPM espère que l'injonction lui donnera un outil supplémentaire pour forcer deux des quatre propriétaires à cesser d'exiger des frais de buanderie, ce qu'ils ont continué à faire depuis le jugement déclaratoire.

Même si les centres d'hébergement invoquent un budget trop serré ou le risque d'une baisse de la qualité des services aux résidents pour justifier leur recours à des frais spéciaux, le CPM ne se laisse pas attendrir. «Si les objectifs financiers et les restrictions budgétaires peuvent dans une certaine mesure expliquer la diminution des ressources et la tarification des frais comme ceux de buanderie, ils ne peuvent pas en droit excuser ni l'État, ni les administrations de ces centres d'avoir agi en violation de la loi, un fois que le droit à ses services y est prévu.»

Ni Vigi Santé, ni le Groupe Champlain n'a commenté la démarche du CPM.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

LE DEVOIR

Offre d'emploi

CONSEILLER(ÈRE) PUBLICITAIRE

Le journal LE DEVOIR est à la recherche d'un conseiller publicitaire pour poursuivre et développer son marché d'annonceurs.

Profil général de la personne recherchée :

Le conseiller publicitaire analyse le marché auquel il est lié. Il est stratégique envers les annonceurs réguliers et potentiels, étudie et comprend leur plan de mise en marché, leurs produits, leur concurrence.

Sa diplomatie, ses qualités en communication verbale et écrite font de lui une personne qui vend intelligemment. Il sera dynamique, motivé et aimant relever des défis. Son esprit d'entrepreneurship lui a valu de bons succès antérieurs.

En retour, LE DEVOIR offre une opportunité de carrière stimulante dans un environnement de travail très motivant.

Formation scolaire

Posséder une formation de niveau universitaire jumelée à une expérience de travail (minimum de deux ans), en vente publicitaire de préférence.

Toute personne intéressée doit faire parvenir son curriculum vitae au Service des ressources humaines, avant le 21 juillet prochain, à/s Claudette Béliveau, au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Qc H3A 3M9. Ou par télécopieur au (514) 985-3330.

Le poste est offert aux hommes et aux femmes. L'utilisation du masculin sert à abrégé l'annonce. Toutes les demandes seront traitées confidentiellement. Nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue.

Advertisement for Moisson Montréal Inc. seeking a Director/General Manager. The ad describes the company's growth and the role's responsibilities, including managing operations, financials, and community relations. It also lists requirements like a bachelor's degree and bilingual skills.

Legal notices (AVIS LÉGAUX) section containing several announcements. These include notices of appointment for a notary, court proceedings, and property matters, with specific details about dates, locations, and legal representatives.

LE DEVOIR

## LE MONDE

804 fermes blanches sont expropriables.

## Jour J au Zimbabwe

Mugabe annonce le début de la redistribution des terres

AGENCE FRANCE-PRESSE

Harare — Plus de quatre mois et demi après les occupations des fermes blanches, le président zimbabwéen Robert Mugabe a annoncé hier le début aujourd'hui de la redistribution des terres appartenant à des Blancs aux sans-terre noirs.

«Demain [aujourd'hui] est le jour J» pour la réforme agraire, a ajouté M. Mugabe dans un discours lors de l'enterrement d'un ancien combattant au «cimetière des héros» de la guerre d'indépendance. «Nous ne tolérons aucun obstacle, nous n'écouterons aucune voix venant de l'étranger» à propos de la réforme agraire, a-t-il poursuivi face à une foule de moins de 2000 personnes. «Nous convoquons notre peuple pour qu'il prenne ce qui lui appartient», a ajouté M. Mugabe.

Les autorités ont publié en juin une liste de 804 fermes blanches expropriables. La grande majorité des propriétaires blancs ont émis des objections à l'expropriation. En principe, les propriétaires d'une seule ferme ne sont pas visés. Les fermes proches des «terres communales» (anciennes «réserves» noires sous la colonisation) sont particulièrement visées.

«Demain [aujourd'hui], le vice-président Joseph Msika, qui est président de la Commission d'acquisition des terres, va organiser la phase finale», a déclaré M. Mugabe. Il a fait ces déclarations alors que des milliers d'anciens combattants, de plus en plus impatients, ont ordonné à de nombreux fermiers blancs de partir. Certains ont été menacés de mort.

M. Mugabe n'a pas précisé si

les «vétérans» devraient évacuer les fermes. Depuis le début du mouvement d'occupation de 1600 fermes en février, il s'est refusé à faire expulser les occupants. Nathan Shamuyarira, porte-parole du parti au pouvoir (ZANU-PF), avait annoncé récemment que les anciens combattants devraient abandonner les fermes occupées et que de nouvelles terres leur seraient distribuées.

À deux reprises, la Haute Cour du Zimbabwe a exigé sans succès l'évacuation par la police des anciens combattants. Ces occupations ont souvent donné lieu à des violences: quatre fermiers blancs et au moins trois travailleurs agricoles noirs ont été tués. Avec les violences de la campagne électorale, on arrive à un total de 33 morts.

Le mouvement a commencé peu après le rejet d'un référendum, les 12 et 13 février, sur une nouvelle Constitution qui prévoyait l'expropriation sans indemnisation des fermes blanches si Londres ne versait pas de dédommagements aux fermiers.

«Alors que nous avons écouté la voix trompeuse de la Grande-Bretagne qui avait promis de l'aide, qui n'est jamais arrivée, nous avons dû attendre pour prouver que la Grande-Bretagne était sincère ou ne l'était pas», a affirmé le chef de l'État.

Londres s'était engagée par le passé à verser des compensations aux propriétaires blancs des fermes expropriées. Mais les Britanniques ont cessé cette aide en exigeant plus de transparence et que la réforme bénéficie aux plus pauvres. Londres a accusé Harare de donner des terres à de hauts responsables du régime.

«Nous n'écouterons aucune voix venant de l'étranger»

Quatrième jour de Camp David

## Les négociations se poursuivent dans un climat parfois tendu

ASSOCIATED PRESS  
REUTERS

Thurmont — Au quatrième jour du sommet de Camp David II, les discussions entre Israéliens et Palestiniens se sont poursuivies hier dans un climat parfois tendu pour tenter de trouver des solutions à plusieurs dossiers «insolubles», selon l'expression du porte-parole de la Maison-Blanche Joe Lockhart.

Par ailleurs, les États-Unis ont présenté jeudi soir des propositions visant à rapprocher les positions des négociateurs israéliens et palestiniens, a déclaré hier un haut responsable palestinien. On ne dispose toutefois d'aucune précision sur le contenu de ces propositions, la presse étant soumise à un strict black-out en ce qui concerne les entretiens de Camp David.

«Il y a des questions insolubles», celles qui touchent «aux intérêts vitaux des deux parties», a déclaré M. Lockhart. L'ambiance est ainsi «grave» et les «discussions sont parfois tendues, mais cela ne devrait être une surprise pour personne», a-t-il dit.

Bill Clinton, de son côté, était de retour à la table des discussions après s'être absenté jeudi. Il était rentré dans la soirée pour passer la nuit à Camp David et dîner en compagnie du premier ministre israélien Ehoud Barak et du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Il a ainsi établi hier matin l'ordre du jour des discussions, avec les membres de la délégation américaine.

Bill Clinton avait passé le relais jeudi pendant huit heures à la se-

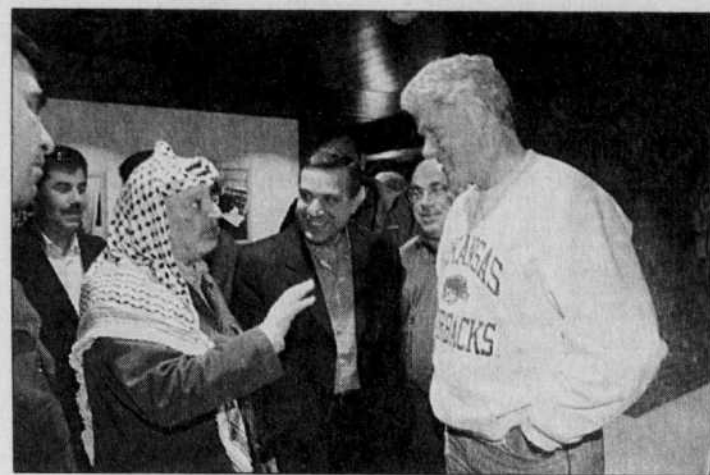
crétaire d'État Madeleine Albright, pour honorer des engagements diplomatiques pris précédemment. Elle s'est à son tour éclipse hier pour rencontrer à Emmitsburg, non loin de Camp David, trois membres de l'OLP venus aux États-Unis pour tenter de rencontrer Yasser Arafat.

Malgré le mutisme généralement observé à Camp David, le porte-parole de la Maison-Blanche a précisé que les négociateurs devaient aborder en petits groupes hier les épineuses questions du statut de Jérusalem, des réfugiés palestiniens et des colonies juives.

L'ordre du jour des discussions pourrait être ralenti ce week-end, vendredi étant un jour de prières pour les musulmans et samedi en raison du sabbat respecté par les juifs.

Les participants au sommet ont en ligne de mire la date limite du 13 septembre pour signer un accord, les Palestiniens ayant annoncé leur intention de proclamer leur État à cette date, avec ou sans traité de paix.

Reste à savoir combien de temps pourra durer le sommet de Camp David. Sans vouloir imposer de «date limite artificielle» aux participants, la Maison-Blanche a en effet souligné que le président Clinton quitterait les États-Unis mercredi prochain pour se rendre au sommet des pays industrialisés (G8) qui aura lieu à Okinawa au Japon. Mais Palestiniens et Israéliens se sont dits prêts à poursuivre leurs travaux, y compris en l'absence du président américain.



Yasser Arafat et Bill Clinton discutaient amicalement, hier, durant une pause à Camp David.

## Des appuis pour Barak

LIBÉRATION

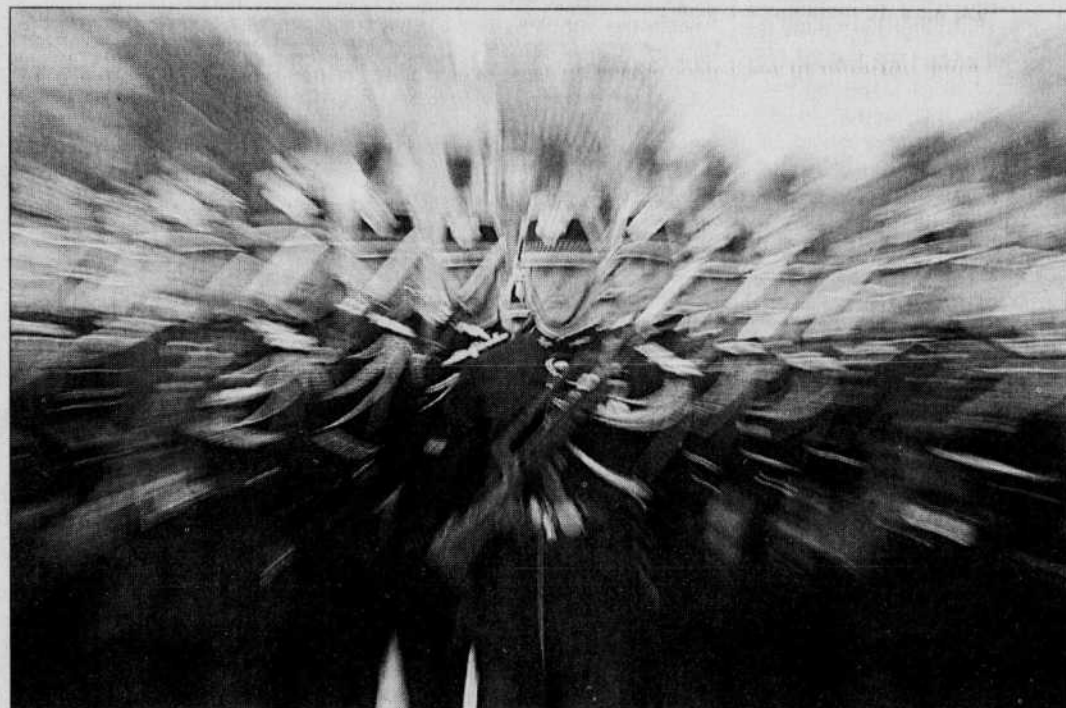
Jérusalem — «Barak, un autre Ben Gourion?» titrait hier le *Jerusalem Post*, un quotidien de droite, qui comparait sur une page entière l'actuel premier ministre israélien et le père fondateur de l'État d'Israël. De son bungalow de Camp David, Ehoud Barak peut savourer ces longues heures passées loin du maelstrom de Jérusalem: Barak n'a peut-être plus de gouvernement, ni de coalition, mais il a le soutien d'un Israélien sur deux et une sorte de «bénéfice du doute» de la presse.

Selon un nouveau sondage dif-

fusé jeudi par la télévision, une majorité relative d'Israéliens serait ainsi prête à soutenir un accord à Camp David avec les Palestiniens. Ainsi, 49 % des personnes interrogées soutiennent «tout accord qui sera signé» par leur premier ministre, 32 % sont a priori contre et 19 % sont sans opinion ou réservent leur jugement en attendant des détails.

Même si les sondages sont à prendre ici avec d'énormes pincettes, celui-ci confirme celui de lundi qui indiquait qu'un Israélien sur deux était favorable au départ de Barak à Camp David pour y négocier la paix.

## Parade et pique-nique



LE DEVOIR

DES GARDES RÉPUBLICAINS ont pris part à la parade du 14 juillet, hier, sur les Champs-Élysées. Le pique-nique géant, pour fêter l'an 2000 sur la Méridienne qui traverse la France du nord au sud, a connu un succès mitigé en raison des mauvaises conditions météorologiques. Cette ligne verte de plus de 1000 kilomètres entre Dunkerque (nord) et Prats-de-Mollo (sud) a été plantée de milliers d'arbres pour devenir un monument végétal dû à l'architecte français Paul Chemetov. Plus de 337 communes participaient à ce gigantesque banquet, organisé dans le cadre des festivités marquant l'an 2000.

Restructuration des forces nucléaires

## Affrontement au sommet de la hiérarchie militaire russe

REUTERS

Moscou — Tout en se défendant d'avoir mis sa démission dans la balance, le ministre russe de la Défense, le maréchal Igor Sergueïev, ne décolère pas sur le projet de restructuration des forces de missiles nucléaires.

Selon l'agence Interfax, il aurait ultérieurement par l'agence Tass, il a affirmé que ses propos avaient été déformés et qu'il n'avait pas brandi une menace de démission. Mais il a renouvelé ses critiques à l'égard du projet du chef de l'état-major des forces armées, le général Anatoli Kvachnine.

Sergueïev, qui accompagnait le président Vladimir Poutine pour une visite en Oural, a déclaré que la proposition de retirer aux forces stratégiques leur statut d'indépendance au sein des forces armées était «un crime contre la Russie et une folie pure et simple».

«Igor Sergueïev a fait clairement savoir que, si ce projet était mis en

œuvre, il démissionnerait», écrit Interfax, qui ajoute qu'il l'a qualifié d'«attaque psychotique», susceptible de détruire les forces stratégiques. «Si ce projet est exécuté, ce sera quand je serai déjà parti», a-t-il ajouté, selon la version que donne Interfax de ses propos.

Il a ensuite confié à Tass: «Je n'ai pas lancé un tel défi [ma démission]. Je n'ai fait que discuter avec mes collègues des mérites d'un tel projet sur les plans politique, économique et militaire.»

Kvachnine avait demandé mercredi que les forces nucléaires, qui forment actuellement une branche séparée de l'armée, soient ramenées avant 2003 sous le commandement central, qui contrôle l'armée conventionnelle, la marine et l'aviation.

Cette proposition a été faite lors d'une réunion de généraux à Moscou, alors qu'une lutte de pouvoir oppose depuis longtemps les commandants des forces conventionnelles à ceux des forces stratégiques, parmi lesquels Igor Sergueïev.

Les généraux des forces

conventionnelles se plaignent du manque d'argent qui les empêche de subvenir à des besoins fondamentaux. Ils estiment que trop de fonds ont été dépensés pour constituer et entretenir un énorme arsenal de missiles nucléaires, qui a perdu de son importance depuis la fin de la guerre froide.

Poutine, qui était jusqu'ici demeuré silencieux sur cette affaire, est sorti de son mutisme pour tenter de calmer les esprits. Il a déclaré qu'une telle réorganisation n'était pas à l'ordre du jour dans l'immédiat et que, si une telle décision devait être prise, elle ne serait pas à la hâte et ferait l'objet d'un examen approfondi par les plus hautes autorités.

«Une telle décision ne peut être adoptée à huis clos, mais elle ne peut pas non plus faire l'objet d'un débat national.»

Poutine avait publiquement critiqué Sergueïev la semaine dernière à propos des revers de l'armée russe en Tchétchénie, remettant en question pour certains l'avenir politique du ministre.

EN BREF

## Le juge garde son colt... sous sa toge

(AFP) — Un juge d'un tribunal de district de Houston a fait l'objet d'une réprimande disciplinaire pour avoir sorti ses deux revolvers qu'il portait à la hanche lors d'un procès où le condamné risquait la peine de mort, rapporte le quotidien *Houston Chronicle*. Selon une commission disciplinaire, le juge Lon Harper «n'a pas agi de manière digne» durant le procès et «a manqué à son obligation de maintenir l'ordre et le décorum dans le tribunal». Lors de la phase de sélection des jurés, le juge avait démonté puis remonté ses deux colts modèle 1873 à l'aide d'un tournevis.

## Un appel des orangistes très peu suivi

(AFP) — L'appel à des manifestations pacifiques pour hier après-midi, lancé par l'Ordre d'Orange de Portadown (Irlande du Nord), a été très peu suivi, et le calme semblait revenu dans la province après onze jours de violences, selon la police. La loge de cet ordre protestant à Portadown, où les violences avaient commencé début juillet après l'interdiction d'une marche traditionnelle dans un quartier catholique, avait appelé jeudi à des «protestations sporadiques pacifiques» hier. Le grand maître de l'Ordre d'Orange, Robert Saulters, s'était immédiatement dissocié de cet appel, illustrant les dissensions entre la direction du puissant ordre protestant et la loge radicale de Portadown. Hier après-midi, seuls quelques carrefours ont été bloqués dans toute la province, sans incident notable, selon la police.

## Accord pour le retour de réfugiés érythréens

(AP) — Les Nations unies, le Soudan et l'Érythrée sont parvenus hier à un accord portant sur le retour de 90 000 réfugiés érythréens, a annoncé Peter Kessler, porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Les réfugiés concernés, qui vivent depuis plus de deux mois dans trois camps situés le long de la frontière entre les deux pays, ont fui la guerre qui a opposé pendant deux ans l'Érythrée à l'Éthiopie. Les premiers retours devraient commencer la semaine prochaine.

Les sanctions contre l'Irak

## Une population prise en otage

EMMANUEL  
DE SOLÈRE  
LE DEVOIR

L'embargo imposé à l'Irak depuis 1990 suscite de plus en plus de mécontentement. Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a reconduit pour 180 jours le programme «pétrole contre nourriture» début juin, est divisé sur l'attitude à adopter.

Alors que le Canada appelle à «mieux cibler les sanctions», que la France juge «envisageable» une suspension et que la Chine et la Russie posent la levée des sanctions comme «condition préalable à l'amélioration de la situation du peuple irakien», les États-Unis et le Royaume-Uni réaffirment que la levée des sanctions est liée au respect par l'Irak de toutes les dispositions de la résolution 1284, en particulier celles concernant les activités de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection de l'armement.

Des études effectuées par l'UNICEF en 1999 révèlent que, dans le centre et le sud de l'Irak, la mortalité des enfants de moins de cinq ans a doublé, passant de 56 décès pour 1000 naissances (1984-89) à 131 pour 1000 (1994-99). En novembre 1997, l'UNICEF affirmait déjà que près d'un million d'enfants au sud et au centre de l'Irak souffraient de malnutrition chronique.

Amir Khadir, infectiologue à l'hôpital Le Gardeur à Montréal et représentant de Médecins du monde Canada, faisait partie d'une délégation canadienne formée à l'initiative du groupe Ob-

jection de conscience partie début janvier en mission d'observation humanitaire en Irak afin d'enquêter sur les conséquences de l'embargo. Il souligne que le pays connaît une émergence de maladies comme la rougeole, les diarrhées infantiles et la tuberculose.

«La faible approvisionnement en nourriture devient inaccessible pour les plus pauvres. Les enfants deviennent ainsi vulnérables à des infections banales», explique Amir Khadir.

La mission d'observation a par ailleurs remarqué «une incidence anormalement élevée des leucémies et autres cancers chez les enfants» ainsi que «des malformations congénitales multiples», que certains chercheurs attribuent à la présence d'uranium appauvri dans les munitions des forces alliées.

Pour continuer sa mission de sensibilisation, l'association Objection de conscience organisera à Montréal, dans la soirée du 5 août prochain, pour le dixième anniversaire des sanctions, une marche dans les rues autour du square Saint-Louis. Un grand rassemblement réunissant plusieurs groupes et artistes québécois devrait par ailleurs être organisé à l'automne.

Pour Amir Khadir, le statu quo est en tout cas indéfendable: «Il faut faire cesser ces sanctions qui prennent en otage la population et laisser les Irakiens libres de leurs choix, en appuyant la société civile dans ses revendications et en arrêtant la circulation d'armes dans la région.»

Le Centre Carter se prononce

## Le mandat de Fujimori manque de légitimité

AGENCE FRANCE-PRESSE

Lima — Une mission post-électorale du Centre Carter et de l'Institut démocrate national (NDI) des États-Unis au Pérou a estimé hier à Lima que le troisième mandat du président péruvien Alberto Fujimori, qui doit débuter le 28 juillet, manque de légitimité.

Les deux organismes ont conseillé «d'organiser de nouvelles élections présidentielles ou législatives» avant la fin du troisième mandat de M. Fujimori, en 2005, dans un communiqué lu par l'ex-président du Guatemala, Ramiro de León Carpio, qui a dirigé cette mission post-électorale au Pérou du 9 au 14 juillet.

## É D I T O R I A L

Qui a peur  
de Coon Come?

L'ancien grand chef des Cris du Québec, Matthew Coon Come, est devenu le grand chef de l'Assemblée des Premières Nations du Canada. La nouvelle a été accueillie comme une menace. L'on pense que l'APN va adopter sous sa gouverne un ton plus radical, des méthodes plus agressives, voire violentes, pour obtenir des gains au nom des autochtones du Canada. Mais tout cela doit être relativisé.

**M**atthew Coon Come devient le chef d'un groupe de pression, l'APN, qui représente des nations autochtones auprès du gouvernement fédéral. Il est en quelque sorte payé pour obtenir des services, des compensations financières, des reconnaissances. Mais en plus, il est lui-même issu d'une nation amérindienne qui a souffert de décennies d'injustice. Sa motivation est viscérale tout autant que légitime.

On ne peut donc pas blâmer le nouveau chef de l'APN d'employer, lorsque cela sera requis, la panoplie de moyens de pression disponibles à n'importe quel lobby politique.

Mais il faut voir également les limites de certaines méthodes. Le blocage de routes ne peut mener aux solutions à long terme que M. Coon Come appelait de ses vœux avant hier devant les médias. Les discours haineux contre les gouvernements du Canada, comme ceux qu'il tenait à l'endroit du Québec à l'époque où il était chef cri, ne donnent guère de résultats non plus. Le chef de l'APN peut aussi faire appel aux instances internationales, encore faut-il que celles-ci disposent de quelques moyens pour forcer le Canada à agir. Or, pour l'heure, les instances internationales ont des moyens limités. Et le bruit de tam tam à Genève ou à New York dérange de moins en moins les autorités gouvernementales qui en ont maintenant l'habitude et qui ont développé des contre-discours.

Michel Venne

D'ailleurs, quel gain M. Coon Come a-t-il obtenu pour son peuple après être allé accuser le gouvernement du Québec de racisme devant un auditoire américain il y a quelques années? Contrairement à ce qu'il veut faire croire, l'annulation du projet hydroélectrique Grande-Baleine n'est pas son œuvre. Ce sont plutôt les conditions du marché de l'électricité qui ont rendu ce projet moins intéressant pour Hydro-Québec.

Cela dit, le chef de l'APN a raison de dire qu'il faut faire quelque chose pour régler définitivement les problèmes d'inégalité dont souffrent les autochtones aujourd'hui dans ce qui est censé être le «meilleur pays au monde pour y vivre». D'ailleurs, avant que M. Coon Come n'accède à ses nouvelles fonctions, des progrès ont été enregistrés, dont la conclusion du traité niska'a en Colombie-Britannique. Le Canada n'a pas attendu Coon Come pour avancer. Il est vrai qu'il pourrait aller plus vite, par contre.

La convocation d'une conférence des premiers ministres sur la question ne doit pas être rejetée du revers de la main. Ce genre de rencontre pourra être utile pour fixer quelques principes, que la Constitution de 1982 et les tribunaux ont cependant déjà passablement balisés. Il faut toutefois être conscient du fait que les demandes des nations diffèrent de l'une à l'autre et même d'une communauté à l'autre au sein de la même nation. Par exemple, la nation innue au Québec, qui regroupe au total 8000 personnes, est divisée en au moins deux camps, l'un qui veut conclure une entente avec Québec que l'autre rejette. Les règlements interviendront sans doute à la pièce.

Il faut retenir toutefois le vœu de M. Coon Come de procéder à un dialogue sur le terrain politique plutôt que juridique. Il est vrai que la voie judiciaire a déjà donné ses fruits les plus intéressants. La balle n'est plus dans le camp des juges, elle est dans le camp des politiciens.

De même, M. Coon Come soutient que la solution au problème autochtone tient dans un partage du territoire et des ressources issues de ce territoire, notamment par le truchement de redevances versées aux nations autochtones. Cette idée, elle est déjà prise en compte au Québec. Dans l'entente conclue avec les Innus de Mamitun, c'est exactement ce qui est prévu. Le Québec n'a pas attendu Coon Come pour avancer. Même si là aussi les progrès pourraient être plus rapides.

En somme, M. Coon Come ne représente pas la menace de radicalisation que certains appréhendent. Nous verrons le nouveau chef de l'APN à l'œuvre. Nous saluons sa volonté de défendre et de promouvoir les droits et le bien-être des autochtones au Canada, qui ont bien besoin de soutien. Nous espérons qu'il aura appris de son passage à la tête du Grand Conseil des Cris du Québec, où certaines de ses actions n'ont mené à rien et ont même, à une certaine époque, retourné certains chefs de communautés locales contre lui. Bonne chance, M. Coon Come!

mvenne@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Merci au personnel  
de l'hôpital Saint-Luc

C'est entouré des siens qu'Henri Bergeron s'est éteint, le 10 juillet dernier, dans un environnement paisible que lui avait réservé le personnel infirmier de l'hôpital Saint-Luc à Montréal, lui prodiguant les soins requis par son état et réservant un espace pour les membres de sa famille qui l'ont accompagné à tous les instants.

La famille Bergeron tient à remercier sincèrement tout le personnel infirmier de l'hôpital Saint-Luc, particulièrement celui de l'urgence et du 9<sup>e</sup> étage, qui lui ont accordé un appui et un réconfort indéfectibles.

Au nom de la famille, un grand merci!  
Alain Bergeron  
Outremont le 11 juillet 2000

## Assez, c'est assez!

Au cours des derniers mois, j'ai entendu beaucoup d'inexactitudes, sinon de faussetés, au sujet des orphelins de Duplessis. J'appartiens à cette génération de travailleuses sociales qui s'occupaient de ces enfants orphelins abandonnés, négligés. De ces enfants nés de mères célibataires et de pères inconnus: soit d'un père, d'un grand-père, d'un oncle ou autres géniteurs.

J'étais de ces intervenantes qui allaient chercher des enfants dans des familles, dans des lieux insalubres, souvent vêtus de vêtements souillés, pour les emmener tels quels en institution, chez les religieuses, particulièrement chez les sœurs de la Providence.

J'étais également parmi celles qui allaient chercher des enfants à la crèche de la Miséricorde, ou autres institutions, pour les confier à des parents adoptifs ou à des foyers nourriciers. Ces enfants étaient généralement en bonne santé physique, bien vêtus mais sûrement carencés sur le plan affectif.

## L E T T R E S

J'ai également connu Mont-Providence où la cour et les services sociaux confiaient des enfants déficients sur le plan intellectuel ou avec des déséquilibres d'ordre psychique, psychiatrique.

À Mont-Providence, les enfants avaient des activités physiques et sociales et les religieuses leurs offraient un enseignement spécialisé.

J'ai donc connu l'époque du changement de vocation à Mont-Providence, qui impliquait les jeux politiques des divers gouvernements et la modification de certificats médicaux par de faux diagnostics signés par les médecins.

A noter que Bruno Roy, le porte-parole pour les orphelins de Duplessis, exprime l'opinion d'un groupe particulier d'anciens de Mont-Providence et non de ceux qui ont des souvenirs positifs de leur placement institutionnel.

En ce qui a trait au Protecteur du citoyen, M. Jacoby, il pourrait refaire ses devoirs en évaluant objectivement la période des orphelins de Duplessis.

Ann O'Neill  
Montréal, juin 2000

Des bébés conçus  
sur mesure

J'ai lu avec attention les articles du *Devoir* concernant le génome humain. Cette nouvelle technologie me fait très peur, surtout quand 82 % des brevets en biotechnologie sont entre les mains de sociétés privées, que 80 % des généticiens américains sont sous contrat avec ces mêmes sociétés. Ainsi, le contrôle des gènes par nos gouvernements et autres organismes gouvernementaux me paraît bien minime.

Il ne faut pas que la population prenne les scientifiques pour des dieux humains. L'avenir de nos enfants est en jeu, et entre leurs mains. Dans un futur proche, les parents pourront éviter la naissance d'un enfant atteint d'une mala-

die grave, voire mortelle; cependant, ils pourront aussi satisfaire leurs fantasmes de perfection avec un enfant conçu sur mesure.

Qui va dicter les procédures acceptables ou interdites? Nos gouvernements? Ils ont déjà perdu le contrôle du brevetage du vivant, et ne font rien pour le reprendre. Nous? Les moutons du système qui attendent que le gouvernement encadre cette pratique par un dispositif juridique. L'industrie en biotechnologie? Bingo! En détenant les brevets sur les gènes, elle détient aussi les bénéfices financiers qui en découlent.

Donc, les règles de ce grand jeu financier seront dictées par l'industrie en biotechnologie par l'entremise des scientifiques, qui vont nous faire croire que la majorité des maladies, des troubles de comportements et autres seront dus à des problèmes génétiques. Renvoyant sous le tapis la pollution (atmosphérique, cours d'eau, etc.), l'alimentation industrielle (OGM, irradiation, etc.), l'exposition à des substances nocives comme le tabac, ...

Par exemple, de plus en plus d'enfants souffrent d'hyperactivité; le Ritalin est la seule solution que l'on ait trouvée. La devise actuelle est soigner la maladie au lieu de prévenir. Aujourd'hui, si les enfants ont des troubles de comportements et des maladies ne touchant normalement que les adultes, il ne faut surtout pas oublier les nombreux divorces, conflits familiaux, problèmes financiers, l'absence des parents dans l'éducation de leur(s) enfant(s) pour des raisons professionnelles... Bref, des conflits qui perturbent l'évolution normale d'un enfant. Quant à nous, adultes, regardons autour de nous, et comptons, sur le bout de nos doigts, les personnes qui ont la chance de mourir de vieillesse... plutôt que d'un cancer. Réfléchissons à la vie que nous menons plutôt qu'à nos gènes. N'accumulons pas les problèmes.

Pascal Martel  
Éducateur en service de garde  
Montréal, juin 2000

## LIBRE OPINION

## «Les enfants de l'avenir»... et leurs pères

STÉPHANE VENNE

Père

Il y avait dans l'article de Louise Leduc (17 juin) sur le «nouveau rôle des pères», un passage qui m'a troublé: «[...] quand, dans les classes du Québec, les professeurs ont demandé à leurs élèves de dessiner et d'écrire des poèmes à l'approche de la fête des Pères, bon nombre d'enfants ont dû avoir un petit coup au cœur.» Bref, on leur demandait «qu'est-ce qu'un père» et ils n'ont pas su répondre.

Je me suis senti visé de plusieurs manières: j'ai écrit il y a trente ans une chanson intitulée *Les Enfants de l'avenir*, j'ai 59 ans, une fille de 19 ans et un gars de 13 ans (ce qui vous rajoute singulièrement le bonhomme). Qui suis-je? me demandai-je, tant pour moi que pour mes enfants. Selon quel modèle m'évalue-t-on comme père? Mon début de réponse est une question: puis-je et y a-t-il des mots pour décrire les relations parents-enfants — «paterner» et «materner» —, d'où vient cette obstination à vouloir qu'ils signifient les mêmes gestes et les mêmes rapports entre parents et enfants?

Cette confusion est récente. Car depuis la nuit des temps (et c'était encore vrai pour mes parents — d'origine rurale — dans les années 40, comme ça l'avait été depuis Abraham et son injonction faite aux siens de se multiplier «comme les sables du désert»), on «ventrufacturerait» des enfants parce que ça allait de soi, que c'était même requis en vertu d'objectifs clairs: une famille nombreuse constituait un gage de survie (plus on est de bras, plus on cultive le sol, plus on résiste collectivement à l'envahisseur, etc.).

Dans ce contexte, les rôles respectifs des hommes-pères et des femmes-mères étaient également fondés sur ce qui allait de soi, dans un concordat homme-femme multimillénaire qui définissait clairement les fonctions paternelles et maternelles: la

femme faisait des enfants, les gardait dans son orbite formative jusqu'au moment où ils étaient assez grands pour passer dans l'orbite du père et contribuer aux tâches de la survie. Ce fut d'ailleurs le même schéma partout sur terre, ce qui devrait nous enseigner quelque chose.

Puis, au XX<sup>e</sup> siècle, une chose est arrivée: on a frappé le mur de la «finitude» des ressources et de l'espace. Faire des bébés ne fut plus une nécessité ni une vertu mais un danger, parfois mortel (au moins pour ce qui est des trois quarts de l'humanité).

Des nécessités collectives  
aux motivations individuelles

Alors on a réagi comment en Occident? On s'est mis à «ventrufacturer» des bébés sur la base non plus de nécessités collectives mais de motivations individuelles. Désormais, faire un bébé nous «réalise», nous donne du bonheur, constitue une «belle expérience personnelle», un «enrichissement pour notre couple». Grosse rupture au bout de tant de millénaires! Et on ne tourne pas ce coin-là sur un dix cennes.

Tellement que nos sociétés occidentales, pour contourner le fait que la procréation n'était plus un «ajout au capital» comme avant mais un poids économique avec risque de déficit, ont choisi de déguiser la chose: si la procréation n'est plus un enrichissement, faisons «comme si», créons des «allocations familiales» et autres mesures, prenons des ressources provenant d'éléments réels de prospérité (ou pire: empruntions) pour financer une activité devenue risquée pour la moyenne des gens (et déficitaire pour les plus odieux démunis).

Mais le plus odieux là-dedans, c'est que ces mesures sont des coquettes de pays riches. Et tout le temps que leur richesse leur permet d'entretenir leurs fantasmes «sables du désert», non seulement nos sociétés

ne font pas face à la musique mais elles entretiennent les dogmes passés, qu'elles ont hélas le pouvoir d'imposer à la planète. Ça donne les positions du Vatican sur «la chose», le «pro-life» de la droite américaine (qui bloque même l'aide aux pays pauvres dès qu'il y a une connotation de contrôle des naissances). Bref, le refus occidental de prendre le virage est coloré du conservatisme le plus suicidaire (sauf si on est très riche).

## La paternité n'est pas la maternité

Quel rapport avec le rôle des pères? (Wow! méchant détail!) Eh bien voici. Jadis, leurs rôles «de gars», bien que dans une «orbite» différente de la femme (sur le plan des tâches comme des caractéristiques génétiques), concordaient avec ceux de leur partenaire. Car tout se rejoignait sur le plan de la survie collective. Le mot «partenaire» avait alors un sens très premier: la complémentarité dans la différence.

Mais maintenant? Comme depuis toujours, les enfants commencent leur vie dans l'orbite de la mère. Mais ensuite, ils n'entrent plus comme avant dans celle du père. Ils ne sont plus associés à lui activement dans les travaux de la survie, ne le côtoient plus, n'apprennent plus à son contact direct. La paternité est devenue une abstraction, alors que la maternité, elle, a conservé toute sa réalité traditionnelle, tactile, intime.

Alors on dit que tout est à redéfinir. Mais curieusement, on le dit à propos du gars, mais pas de sa partenaire. C'est comme si les pulsions maternelles de la femme, héritées des millénaires et donc gravées dans son code génétique, possédaient une légitimité éternelle, sacrée. Le schéma maternel a survécu aux grands changements. Donc on dit bêtement aux hommes: c'est le seul vrai, adoptez-le.

Qu'on me comprenne bien: j'ai un fun vert avec mes enfants et un accord parfait avec ma femme sur l'opportunité de les avoir faits. Mais ce qui

m'énervé, c'est qu'on voudrait que je calque ma paternité sur le modèle féminin, et que «paternité = maternité». Je veux bien chercher un nouveau modèle pour moi, mais je soutiens que le modèle féminin traditionnel n'est plus bon, lui non plus. Faire des enfants pour soi-même est une attitude narcissique de récente venue qu'il faut éradiquer. Refuser d'aborder la question sous cet angle donne les mères adolescentes et notre désastreux pourcentage de monoparentalité, fatalement suivi du syndrome du «père manquant».

Deux indices récents me rassurent. Une des mesures sociales les plus vantées est les congés parentaux tels que définis en Suède (généreux et disponibles également pour les hommes et les femmes). Évidemment, ça repose sur l'équation «paternité = maternité». Or après plusieurs années, on apprend que les pères suédois ne s'en prévalent pas (moins de 10 % utilisent le programme complet). L'autre indice est reflété dans l'enquête récente du magazine *Cosmopolitan* sur la radicale remise en question par les Américaines de l'équation «carrière féminine = carrière à la masculine». Bref, la réalité nous rattrape.

Il était devenu politiquement correct de décrire toutes mesures sociales pour la famille comme «la chose à faire» et toute critique à leur endroit comme du conservatisme de mauvais aloi. Je soutiens que c'est le contraire, que plusieurs de ces mesures et les dogmes qui les sous-tendent constituent la véritable résistance au changement. Je ne dis surtout pas que les deux faits mentionnés préfigurent quoi que ce soit en matière de morale future. Je dis seulement qu'ils ont le mérite minimum de constituer une illusion fondamentalement passésiste («les sables du désert»). Pour ce qui est de «la suite du monde», on verra bien. Mais cette suite n'est certainement pas derrière, elle est devant, à inventer.

## IDÉES

# Comment le pool génétique du Québec s'est-il constitué?

Quand les sciences humaines se conjuguent à la génétique pour aider à prédire la fréquence et la distribution des maladies



La révolution génétique

BERNARD BRAIS

Directeur de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IIREP)

**L**a population actuelle du Québec est le fruit de vagues successives d'immigration et de la forte croissance naturelle des effectifs, ainsi que la somme du peuplement stratifié d'un territoire en expansion continue. Nous savons que les Autochtones ont contribué au bassin génétique québécois, bien que l'importance de cet apport soit très difficile à évaluer. Après la

fondation de Québec en 1608, les immigrants européens façonnèrent de manière très importante le patrimoine génétique de cette population du Nouveau Monde. Sous le Régime français (1608-1760), approximativement 10 000 immigrants fondateurs seulement, très largement d'origine française, participèrent à la formation de cette population.

L'explosion démographique que connurent les descendants de ce petit groupe de pionniers sur plus de trois siècles conduira à une certaine homogénéité du patrimoine génétique de la population francophone jusqu'à nos jours. Cependant, cette homogénéité est bien relative puisque ces immigrants français avaient des origines provinciales diverses. De plus, la contribution des principaux fondateurs au patrimoine génétique est très variable d'une région à l'autre du Québec.

Par la suite, des vagues successives de nouveaux arrivants (que l'on pense aux Acadiens, aux Britanniques depuis 1760, aux loyalistes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, aux Irlandais au XIX<sup>e</sup> siècle et à bien d'autres depuis) ont enrichi ce patrimoine génétique en le diversifiant. Chaque région du Québec a donc vu son patrimoine génétique s'enrichir constamment mais de façon distincte.

Les travaux plus récents des chercheurs de l'IIREP sur l'ensemble de la population démontrent clairement que l'on peut analyser ces différences afin de mieux comprendre l'impact de cette contribution variable de certains immigrants à l'ensemble des pools génétiques régionaux et sous-régionaux sur la santé des populations.

## La démogénétique, un carrefour multidisciplinaire

Afin de comprendre les origines et les facteurs dynamiques qui ont façonné et qui continuent à structurer le patrimoine génétique des Québécois dans toute sa diversité ethnique et régionale, plusieurs disciplines doivent être mises à contribution. La génétique des populations doit s'associer à la médecine, l'épidémiologie, la génomique, la démographie, l'histoire, la sociologie, l'éthique, le droit, l'anthropologie et la géographie. L'influence prépondérante de la démographie historique et contemporaine dans ce vaste programme de recherche génétique nous a obligés à définir une discipline-carrefour de cette approche multidisciplinaire: la démogénétique, comme champ de recherches privilégié de la génétique des populations.

Les travaux des chercheurs de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IIREP) ont largement contribué à la création de cette nouvelle discipline d'interface. La démogénétique, en puisant ses méthodes et ses données à même toutes ces autres disciplines, a pour objectif principal de définir dans une perspective historique, démographique et sociale, les déterminants qui, individuellement ou en conjonction, ont modelé les pools génétiques régionaux responsables de la fréquence relative de certaines variables génétiques à l'échelle des populations. Par exemple, la mesure de coefficients de consanguinité et d'apparement nous permet d'estimer la probabilité de partage de mutations génétiques entre des individus d'un même groupe.

La démogénétique cherche à définir avec précision la nature et les répercussions contemporaines de la somme des effets fondateurs à l'échelle macroscopique des populations régionales et sous-régionales. Elle permet de comprendre et même de prédire les fréquences variables des mutations génétiques (ou des polymorphismes) dans les diverses régions du Québec. Il devient donc possible de déterminer leurs effets épidémiologiques.

Ainsi, ce sont des facteurs démogénétiques qui expliquent la très grande prévalence de la dystrophie musculaire oculopharyngée (DMOP) dans la région de Montmagny-L'Islet. La DMOP fut vraisemblablement introduite en Nouvelle-France en 1648 par trois sœurs. Le fils d'une d'entre elles et ses descendants contribuèrent de façon significative au peuplement de cette région. Cet exemple démontre bien à quel point des phénomènes reliés à l'histoire du peuplement peuvent avoir un effet majeur sur la distribution actuelle des porteurs d'une mutation.

Ce type d'analyse nous a aussi permis de comprendre pourquoi certaines mutations (telles que celles de la tyrosinémie, de l'ataxie spastique de Charlevoix-Saguenay — récemment identifiées par une équipe québécoise — ou d'une polymyopathie sensorimotrice héréditaire) étaient plus fréquentes au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Dans cette région, c'est l'addition de l'effet fondateur de Charlevoix (où un très petit



Bernard Brais, neurologue-généticien et historien de la médecine, a succédé à Gérard Bouchard à la direction de l'IIREP en 1998. Il est chercheur à la faculté de médecine de l'Université de Montréal et au Centre de recherche du CHUM et médecin à l'hôpital Notre-Dame du CHUM. Ses travaux ont mené à la découverte, en collaboration avec les docteurs Guy Rouleau et Jean-Pierre Bouchard, des mutations responsables de la dystrophie musculaire oculopharyngée (DMOP), particulièrement commune au Québec. Ses recherches actuelles portent sur la DMOP et la génétique des névrites sensitives héréditaires, la sclérose en plaques et les migraines familiales.

nombre de pionniers sont à l'origine d'une très grande proportion du pool génétique régional) et du phénomène amplificateur de la colonisation massive du Saguenay-Lac-Saint-Jean par des gens de Charlevoix, qui explique le taux régional élevé de porteurs de certaines mutations. Le défi consiste maintenant à étendre ce type de recherches à l'ensemble des régions du Québec tant pour les maladies rares que communes.

## L'IIREP, un institut d'étude du patrimoine génétique québécois

La création en 1971 d'un vaste projet de recherche sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean par l'historien Gérard Bouchard de l'Université du Québec à Chicoutimi est à l'origine de l'IIREP (à l'époque SOREP, ou Société de recherche sur les populations). Son projet s'inscrivait au départ dans une démarche d'histoire sociale qui cherchait à comprendre, par des études fines, la genèse et l'évolution de cette population régionale.

Pour atteindre ces objectifs, Gérard Bouchard débute dès 1972 le travail considérable d'informatisation de tous les actes civils enregistrés dans cette région depuis l'ouverture des premiers registres paroissiaux en 1842, jusqu'en 1971. C'est la création du fichier BALSAC. Cette banque de données, complétée pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, est présentée en extension (toujours sous la direction de M. Bouchard) à l'ensemble du territoire québécois pour les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle inclut actuellement environ 1,5 million d'actes informatisés.

Dans *Quelques arpents d'Amérique*, qu'il publie en 1997, il présente une synthèse des travaux d'histoire régionale réalisés grâce à cette base de données. Le fichier BALSAC, infrastructure de recherche ainsi créée à l'Université du Québec à Chicoutimi, a rapidement suscité l'intérêt des généticiens.

La «révolution génétique» qui fait l'objet de cette série estivale du journal *Le Devoir* a progressivement imprimé une direction nouvelle à l'IIREP. En 1978, le volet «génétique» de SOREP est créé. Gérard Bouchard et son équipe, s'unissant aux docteurs Claude Laberge, de l'Université Laval, et Charles R. Scriver, de l'Université McGill, ainsi qu'à bien d'autres généticiens et spécialistes de l'éthique et du droit par la suite, se lancèrent dans un vaste projet d'étude génétique de la population de Charlevoix-Saguenay-Lac-Saint-Jean et de plusieurs autres régions de l'Est du Québec. Cette équipe reçut le

soutien constant du Fonds FCAR (Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche), l'appui du Ministère de l'Éducation et de sept universités québécoises partenaires (UQAC, Laval, McGill, Université de Montréal, Concordia, Sherbrooke et UQAM).

## Pas plus au Saguenay-Lac-Saint-Jean qu'ailleurs

En 1991, le collectif *Histoire d'un génome* présente une première synthèse des travaux des deux dernières décennies de ce groupe de chercheurs. On y démontre l'importance de l'origine des pionniers et du mode de peuplement sur la nature du patrimoine génétique de ces régions, et les conséquences sur la fréquence élevée de certaines maladies héréditaires dans les populations concernées. Des nombreuses conclusions de ce travail, deux sont vite apparues comme prometteuses pour l'avenir du programme de recherche de notre Institut.

■ Contrairement à la croyance populaire, il n'y a pas plus de maladies génétiques au Saguenay-Lac-Saint-Jean que dans les autres régions du Québec. Par contre, des phénomènes historiques quantifiables, reliés au peuplement, sont responsables aussi bien de la fréquence élevée de certaines maladies héréditaires que de l'absence de certaines d'entre elles dans ces régions. Cette conclusion permettait d'entrevoir un plus vaste programme de recherche sur la genèse des patrimoines génétiques régionaux du Québec. Ce programme aurait pour objectif d'identifier les facteurs démographiques majeurs qui sous-tendent les risques variables de développer certaines maladies à l'échelle des régions et sous-régions du Québec.

■ Ces travaux laissent aussi entrevoir que l'avenir de notre institut reposait sur une intégration plus grande des données historiques, en particulier généalogiques, et des données de génétique moléculaire. Ceci permettra de saisir toutes les implications de l'étude du patrimoine génétique québécois sur la santé de la population contemporaine tout en protégeant la vie privée des individus.

Par sa rapidité, la révolution génétique nous oblige à travailler sur des synthèses nouvelles et plus globales de nos travaux. Qui dit «globales» dit travail conjugué de plusieurs chercheurs et, donc, collaboration à grande échelle. Non seulement l'évolution de l'informatique et de la génomique doit-elle accélérer les travaux indivi-

duels des chercheurs, mais elle doit aussi encourager le partage de données nécessaires à des analyses plus complètes d'un ensemble aussi vaste que le patrimoine génétique des Québécois dans toute sa diversité.

## Créer un atlas biohistorique du patrimoine génétique québécois

Les chercheurs de l'IIREP se sont donné comme objectif pour la prochaine décennie de structurer ces échanges afin d'arriver à une synthèse qui embrasse les populations de toutes les régions du Québec. L'atlas biohistorique que nous proposons de réaliser permettra aux citoyens, aux chercheurs, aussi bien qu'aux agences gouvernementales, d'avoir à leur disposition une connaissance précise de la diversité génétique des Québécois tout en s'assurant de protéger la vie privée des individus.

Les outils qui sont en développement afin d'aider les chercheurs à réaliser leurs travaux serviront ultimement à présenter l'histoire détaillée de l'évolution historique et géographique du patrimoine génétique québécois. Ils permettront, notamment, de démontrer la distribution dans le temps et dans l'espace, de certains indices généraux d'homogénéité et d'hétérogénéité génétiques. Il sera désormais possible de reconstituer l'évolution historique de la diffusion d'une mutation pathogénique dans l'ensemble du territoire.

En accord avec les règles de droit et d'éthique, il deviendra possible de mettre un nouveau type d'information à la disposition des familles qui sont plus à risque de développer certaines maladies à composante(s) génétique(s). Des pourparlers sont en cours pour intégrer ce travail colossal dans la grande série *Atlas historique du Québec* lancée par Serge Courville en 1995, grâce à une collaboration avec le Laboratoire de géographie historique de l'Université Laval et le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ).

## Protéger les informations personnelles

La révolution génétique soulève d'importantes questions sociales et éthiques. L'IIREP, par l'élaboration d'une réglementation d'accès au fichier BALSAC (Règlement de protection des informations personnelles et de l'éthique de la recherche) et par les travaux pionniers de certains de ses chercheurs dans les champs de l'éthique et du droit reliés à la recherche en génétique, a toujours su réaliser une convergence entre ces travaux et des réflexions d'ordre éthique et social.

L'accélération et le changement d'échelle de notre programme de recherche nous incitent à étendre et à activer ces recherches fondamentales. Tous nos chercheurs ont une perception aiguë de l'obligation morale de développer, grâce aux nouvelles technologies mises à leur disposition par la révolution génétique, un programme d'envergure qui assurera que l'ensemble de la population puisse profiter de cette meilleure connaissance des facteurs démogénétiques qui influencent la santé de tous et de chacun.

Afin d'assurer une transparence complète de leur programme de recherche, ils s'engagent donc à intégrer à même leurs travaux une réflexion interdisciplinaire sur les enjeux éthiques et sociaux de leurs recherches. Les préoccupations éthiques, la protection de la confidentialité ainsi qu'une obligation d'informer la population du fruit de leurs travaux sont dorénavant des éléments présents dès la formulation de nos projets. L'étude du patrimoine génétique québécois dans toute sa diversité nécessite donc que l'IIREP soit un lieu privilégié d'échanges sur certains enjeux éthiques et sociaux inhérents à la révolution génétique.

## Références

Sous la direction de Gérard Bouchard et Marc De Braekeleer, *Histoire d'un génome - Population et génétique dans l'est du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1991, 607 pages.  
Gérard Bouchard, *Quelques arpents d'Amérique - Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*, Montréal, Boréal, 1996, 635 pages.

Les chercheurs suivants de l'IIREP sont cosignataires de cet article: Denise Avaré, sociologue, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal; Gérard Bouchard, historien, premier directeur de l'IIREP, Université du Québec à Chicoutimi; Bernard Brais, neurologue-généticien, directeur de l'IIREP, Université de Montréal; Daniel Gaudet, médecin et généticien, C. H. de la Sagamie, Université de Montréal; Danielle Gauvreau, démographe, Université Concordia; Pavel Hamet, endocrinologue-généticien, directeur de la recherche du CHUM; Évelyne Heyer, généticienne, Centre national de la recherche scientifique (France); Louis Houde, statisticien, Université du Québec à Chicoutimi; Thomas Hudon, généticien, directeur du Centre du génome de Montréal, Université McGill; Bartha Maria Knoppers, juriste, Université de Montréal; Claude Laberge, généticien, Université Laval; Damian Labuda, généticien, Université de Montréal; Catherine Laprise, généticienne, Université du Québec à Chicoutimi; Kenneth Morgan, généticien, Université McGill; Jean Morissette, généticien, Université Laval; François Rousseau, généticien, Université Laval; Marc Saint-Hilaire, géographe, Université Laval; Charles R. Scriver, généticien, Université McGill; Jacques Simard, généticien, Université Laval; Jean-Pierre Thoux, géographe, Université de Montréal; Marc Tremblay, démographe, Université du Québec à Chicoutimi; Hélène Vézina, démographe-généticienne, Université du Québec à Chicoutimi.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Benoît Mungier (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Pierre O'Neill, Hélène Buzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (commissaires); à l'information politique: Pierre O'Neill, Hélène Buzetti, Manon Corneille (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurbutt, Philippe Gagné, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Rielland, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique LeHeureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Nathalie Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif) et directeur général.

# LE DEVOIR

# ACTUALITÉS

L'horaire détaillé de la  
Chaîne culturelle  
aujourd'hui, en page 8 de  
L'Agenda du Devoir

## TABAC «Philip Morris est confiant que le jugement sera infirmé en appel»

SUITE DE LA PAGE 1

«Ils ont fait ce qu'il fallait, a déclaré l'avocat des plaignants, Stanley Rosenblatt, aussitôt après le verdict. Cela n'a jamais été qu'une question d'argent, mais il s'agissait de montrer ce que sont réellement ces compagnies.»

Les plaignants, quant à eux, se sont embrassés et mis à pleurer à la lecture du verdict. «Je suis heureux que tout cela soit fini», s'est félicité Ralph della Vecchia, un veuf dont l'épouse, une plaignante, est morte l'an dernier durant le procès.

Les fabricants de cigarettes n'étaient pas trop affectés en Bourse hier, après l'annonce du ver-

dict, l'action Philip Morris perdant 3/8 à 24-1/2 \$ et celle de Reynolds 5/8 à 26-1/2 \$.

Selon Dan Webb, avocat du premier fabricant américain de cigarettes, «Philip Morris est confiant que le jugement sera infirmé en appel» et qu'il n'aura «pratiquement pas d'impact» sur le groupe.

La condamnation de Philip Morris porte pratiquement sur son chiffre d'affaires de 1999, qui était de 79 milliards. L'an dernier, le groupe a dégagé près de huit milliards de dollars de bénéfice.

Pour leur défense, les fabricants avaient avancé qu'une condamnation à un montant important

«tuera» l'industrie et mettrait au chômage les milliers de personnes qu'elle fait vivre. Ils ont également argué qu'une forte amende équivalait à une «récompense» pour «un style de vie risqué» grâce auquel les fumeurs deviendraient «instantanément millionnaires».

Pendant le procès, les dirigeants des cinq fabricants, appelés à la barre en tant que témoins de la défense, n'ont pu qu'admettre une évidence qu'ils avaient souvent niée: «Fumer est dangereux pour la santé», a reconnu Michael Szymanczyk, président du numéro un mondial, Philip Morris.

«Personnellement, je regrette que beaucoup de personnes aient souffert», avait déclaré pour sa

part Trudy Bourgeois, vice-présidente de Brown and Williamson, le fabricant de Lucky Strike et Kool. Nicholas Brookes, président de cette compagnie, a quant à lui exprimé ses «regrets» et présenté des excuses aux plaignants.

Dans sa dernière plaidoirie, l'avocat des plaignants avait jugé ces déclarations insignifiantes.

Les entreprises incriminées avaient été reconnues coupables en juillet 1999, lors d'un verdict historique, d'avoir vendu des produits en sachant qu'ils provoquent des maladies.

Le procès de Floride risque de créer un précédent, incitant les fumeurs d'autres États à présenter des plaintes similaires.

## GASPARD

SUITE DE LA PAGE 1

différent, avec son énergie propre, sa convivialité propre.»

Outre-Atlantique, des festivals complets et spécialisés (Auriac, Montpellier, etc.) sont consacrés à cet art. A Montréal, au FJPR, la programmation rassemble plus de 60 compagnies et près de 360 artistes qui offriront quelque 2600 représentations. L'enveloppe artistique (excluant donc les dépenses de logistique) dépasse maintenant le million de dollars, une bonne culbute par rapport à l'année dernière.

Le volet des arts forains s'installe angle Ontario et Saint-Denis. Les spectacles sont présentés en continu, tous les soirs, de 18h30 à 23h. Gaspard, le roi de la marge, est aussi Gaspard de la nuit. On peut y entendre des bonimenteurs, hauts et beaux-parleurs qu'il a lui-même formés à la harangue pour attirer le public vers les baraques, appelées entresorts. Parce qu'on y entre et qu'on en sort, quand on a payé le sou, une monnaie d'une valeur d'un huard, battue par le festival cette année. «La fête foraine ne doit pas être confondue avec le théâtre de rue, par exemple parce que les représentations ne sont pas gratuites», précise M. Leclère.

Il s'est pointé à l'entrevue avec son fils, Jonas, qui avouait son rêve: devenir artiste de cirque ou forain, comme papa. «Je vais faire de la jonglerie et de l'uni-cyèle», a dit l'enfant de la balle, déjà intégré à une troupe. «Moi, j'ai découvert le théâtre de rue vers 16 ou 17 ans et j'ai immédiatement été séduit», a enchaîné son père, qui se décrit aussi comme «un amoureux du Québec», où il est venu une bonne quinzaine de fois en autant d'années, la première fois pour une formation à l'École nationale du cirque.

Avec le temps, Gaspard Leclère est devenu un des piliers de la compagnie les Baladins du miroir, une compagnie de théâtre forain. Chaque année, les baladins enregistrent 7000 km aux compteurs de leurs camions et de leurs roulottes anciennes colorées. Ils plantent leur chapiteau de 350 places dans une bonne vingtaine de villes et y attirent environ 30 000 spectateurs. Pendant la saison de théâtre 1996-97, la troupe a pris ses quartiers d'hiver à la Cartoucherie de Vincennes, à l'invitation de la metteuse en scène Arianne Mnouchkine, pour y présenter son adaptation du Songe d'une nuit d'été, du grand Will. «Nous avons fondé la compagnie en 1980 pour jouer des classiques, Molière ou Shakespeare, dans la rue», dit M. Leclère. «A la longue, nous avons mélangé le théâtre avec l'acrobatie, la musique, le chant, la danse. Et comme il pleut tout le temps en Belgique, on s'est acheté un chapiteau. Nous avons aussi une dizaine de belles roulottes achetées à des forains ou des gitans.»

Maintenant, Gaspard et sa bande veulent venir planter leurs pénates au Québec. «En juin 2001, on aimerait débarquer avec nos 15 camions, nos roulottes et faire tourner notre nouveau spectacle partout au Québec pendant trois mois et demi», dit-il en rêvant à ce projet d'un million de dollars sur lequel il travaille depuis deux bonnes années avec le FJPR.

Ce festival a déjà satellisé le théâtre d'été, la danse contemporaine, le cinéma comique. Bientôt il s'attaquera donc au marché des spectacles itinérants, ceux des cirques et des foires... Entrez, mesdames. Entrez, messieurs. Venez, venez, bonnes gens!

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## MOTS

SUITE DE LA PAGE 1

droite et les groupes pro-vie. Depuis les dix dernières années, explique-t-il, les militants d'extrême droite ont deux grands thèmes de prédilection: l'homophobie et, surtout, l'anti-avortement. Ce sont d'ailleurs parmi les militants anti-avortement qu'ils recrutent le plus. Les militants pro-vie intéressent l'extrême droite pour deux raisons: d'abord, ils voient l'avortement comme une conspiration internationale visant l'extermination de la race blanche et chrétienne; ensuite, la plupart des médecins pratiquant l'avortement sont juifs, affirmant-ils. La majorité des médecins attaqués et assassinés étaient aussi des juifs.

Tous les militants pro-vie ne sont pas liés à l'extrême droite, poursuit l'auteur. Mais ils partagent un même langage faisant appel à la violence, ce qui leur confie une part de responsabilité dans les événements des derniers jours. En usant de slogans accrocheurs du style: «Arrêtons le massacre», ils viennent donner le jus que demandent les criminels, lesquels vont ensuite y voir la justification éthique de leur violence.

Selon l'avocat, les groupes pro-vie ont un sérieux examen de conscience à faire, comme l'Eglise catholique et certains courants politiques, comme le parti de l'Alliance canadienne, pour ne pas le nommer. Ils doivent revoir leur rhétorique et comprendre que certaines expressions peuvent être interprétées comme un appel à la violence. Les mots ne sont jamais innocents. Dans ce cas-ci, ils sont même responsables.

Nous sommes en démocratie et tout le monde a le droit de penser ce qu'il veut, que ce soit en faveur ou contre l'avortement. Et c'est bien ainsi. Mieux: tous ont aussi le droit d'exprimer leur point de vue, quel qu'il soit. Mais cela ne donne à personne le droit d'inciter à la violence par des propos hargneux, car on sait trop bien où cela mène. Com-

me l'affirme l'avocat, tout le monde devrait calmer un peu ses ardeurs. Bref, comme le disent si bien les Anglais: «Chill!»

Il suffit d'aller jeter un petit coup d'œil sur le site Internet américain The Nuremberg Files pour en être définitivement convaincu. Avis aux âmes sensibles, le site donne froid dans le dos. D'abord à cause de sa présentation: de grosses lettres soulignées de traits rouges ensanglantés; beaucoup de traits rouges, beaucoup de sang. Et puis de par les images dont il bombarde les visiteurs: des photos plus horribles les unes que les autres, les «photos horribles piquées dans un labo de boucheries d'enfants», titre-t-on. Gros plan sur des corps ensanglantés, crâne d'embryon volé dans une poubelle de labo, jeune fillette attendrissante qui a échappé à la mort. En voulez-vous plus? Qu'à cela ne tienne, le lien vers ses photos se retrouve régulièrement sur le site, impossible d'y échapper, la souris y clique presque toute seule.

On trouve ensuite une liste d'une impressionnante exhaustivité répertoriant tous les médecins pratiquant des avortements, alias les «bouchers» (butchers), leurs complices, les propriétaires de cliniques, les policiers qui les protègent, les juges ou politiciens qui les soutiennent. Noms, coordonnées, informations pertinentes, parfois même photos, tout y est. Les noms y sont présentés sous trois formes: en noir, les personnes en activité; en gris, les personnes ayant déjà été attaquées; et rayés d'un trait, ceux qui ont été assassinés. Le nom du docteur Garson Romalis y figure en gris. On se croirait dans un complot digne de la série américaine X-Files.

Il n'existe pas de site Internet canadien comme The Nuremberg Files. Par contre, un groupe canadien néonazi, The Northern Foundation, a depuis longtemps un répertoire du même style, sur lequel figure d'ailleurs l'avocat Warren Kinsella. Quelle sera la prochaine liste?

## HUMILITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

en anglais, dans le quartier chinois à Montréal, à l'insistance de journalistes à l'affût de citations dans leur langue. «En tant que ministre de la Métropole, c'était incontournable.»

A ses collègues ministres qui refusent encore de s'exprimer en anglais, par gêne ou par crainte de gaffer, Mme Harel se fait rassurante. «Les journalistes de la tribune parlementaire sont peut-être plus sévères, mais ceux de Montréal, pourtant des mêmes journaux nationaux, sont très sympathiques et ne cherchent pas à vous faire trébucher.»

### À chacun sa stratégie

Reste que l'exercice n'a rien de facile. «Prenez cette conférence de presse que j'ai donnée récemment. Le propos en était les mesures pour désengorger le pont Champlain. Or, comment dit-on cela en anglais, «désengorger»? Et «stationnement incitatif»? Et «voie réservée?»

En de pareilles circonstances, Louise Harel a pris l'habitude, avant d'accorder une entrevue, de penser à son affaire et de demander aux journalistes anglophones de lui enseigner au préalable les quelques mots de vocabulaire qu'elle ne connaît pas.

La stratégie n'est pas tout à fait la même pour Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales. De son côté, pour une annonce importante, elle exige de ses collaborateurs quelques notes rédigées en anglais «pour éviter de tomber en panne». «Aussi, avant mes séjours aux États-Unis, je me fais toujours briefer en anglais.»

Outre les habituels cours d'anglais à l'école, Louise Beaudoin a aussi, sous les conseils de ses parents, fréquenté des camps américains pendant son adolescence. Mais c'est à Téléfilm Canada qu'elle a connu son immersion la plus complète. «Trois ans durant, j'y travaillais la moitié du temps en anglais.»

Aujourd'hui, elle se sent encore environ 25 % moins efficace en anglais. «Il me manque la nuance, la subtilité.»

Lorraine Pagé, l'ex-présidente de la Centrale des enseignants du Québec, abonde dans le même sens, mais trouve à ses limitations au moins un avantage. «Comme je suis moins à l'aise en anglais, je formule toujours dans cette langue des phrases plus courtes, plus percutantes, idéales pour les courtes capsules des reportages à la radio. Par exemple, lors du débat sur la réforme des programmes, on m'avait demandé si je trouvais que tout cela se faisait un peu trop précipitamment. Dans mon anglais limité, j'avais lancé: «It's not too fast, but it's very quick!» Les journalistes l'avaient bien aimée, celle-là!»

Mme Pagé évoque son passé d'enseignante pour justifier ses difficultés linguistiques. «A ce poste-là, je n'avais jamais besoin de m'exprimer en anglais. Et, quand j'étais jeune, je ne baignais pas du tout dans un environnement bilingue, comme les jeunes d'aujourd'hui qui regardent beaucoup de télévision en anglais et qui voient les films dans leur version américaine originale.»

Ainsi, en 1991, quand elle a suivi six mois de cours chez Berlitz, Mme Pagé estime être vraiment partie de zéro.

À la Centrale des enseignants du Québec, Mme Pagé n'eût plus le choix. «Il me fallait rejoindre nos membres anglophones et, pour ce faire, je devais leur parler dans leur langue, dans leur média.»

Mme Pagé a elle aussi de bons mots à l'endroit des journalistes. «Jamais ils n'ont tenté d'utiliser mon manque d'aisance pour me coincer. Ils ne m'ont jamais mise en boîte, ni utilisé de façon malicieuse mes déclara-

tions boiteuses en anglais pour tenter de déformer ce que je venais de dire en français.»

Elle soutient avoir aussi reçu maints encouragements des journalistes qui — eh oui! — peuvent parfois se faire positifs. «Ils me disaient parfois après une entrevue: «Mme Pagé, on dirait que vous avez fait du progrès.»»

### Le déclin

Pour le chef du Parti conservateur Joe Clark, ce progrès prit la forme d'un déclin. Du jour au lendemain, l'illumination. «Un jour, comme cela, j'ai cessé de traduire dans ma tête de l'anglais au français et j'ai vraiment commencé à penser en français.»

Avant d'en arriver là, M. Clark est lui aussi passé par Berlitz — un petit deux semaines à Paris —, par un stage à Rouen, en France, sur la Garonne, par des séjours à Québec et au Collège militaire de Saint-Jean dans le cadre d'un programme mis sur pied par la Chambre des communes. Sur de lui, à Saint-Jean, Joe Clark avait décidé d'aller voir le film Les Ordres. «Or, bien que je connaissais très bien le sujet du film [la Crise d'octobre], je n'en ai pas compris un seul mot!»

Du temps où il était ministre des Affaires extérieures, M. Clark avait établi qu'il ne parlerait plus qu'en français à ses collaborateurs francophones. «La règle avait cependant tout fait de tomber en temps de crise, quand il fallait passer à la vitesse supérieure.»

Parce que tout est affaire de vitesse. «C'est ce qui m'est le plus difficile: penser à une certaine vitesse, et être obligé de ralentir mon rythme pour que tout sorte convenablement...»

Joe Clark ne se souvient que d'un seul piège tendu par les journalistes. C'était lors de la course à la direction du parti conservateur. «A Montréal, à ma deuxième conférence de presse, en 1975, on m'avait d'entrée de jeu demandé si je croyais que Claude Wagner [alors député et adversaire de Clark dans la course au leadership] avait touché des pots. Évidemment, je n'avais pas la moindre idée de ce que signifiait, en français, un «pot de vin» et j'ai vraiment eu l'impression ce jour-là qu'on avait voulu me coincer.»

### Vive Jonquière!

Alexa McDonough, chef du parti NPD, en est encore, elle, à ses premières armes en français. «J'ai bien étudié le français à l'école secondaire, mais, comme la majorité des Canadiens, ça ne m'a pas suffi pour pouvoir prendre part à des conversations en français, ensuite.»

Elle s'y est vraiment mise sérieusement il y a trois ans, lorsqu'elle a été élue chef du NPD. «Parler français demeure tout un défi pour moi. Et contrairement à la plupart des gens, il m'est plus difficile de le comprendre que de le parler. J'ai particulièrement de la difficulté à suivre une conversation en français au téléphone.»

Son français, Alexa McDonough le doit à... Jonquière. «J'y retournerai dans une semaine pour une cinquième fois. C'est Ed Broadbent, mon prédécesseur, qui m'a vanté les mérites de l'endroit, où il a lui-même suivi ses stages de français. À mon tour, j'y apprécie grandement la chaleur des gens de l'endroit, leur accueil, leur dynamisme...»

Quand elle s'y rend, Alexa McDonough ne chôme pas. «Sept ou huit heures par jour sont consacrées à l'apprentissage du français. Je déjeune et je soupe avec ma famille de Jonquière. Le soir et les fins de semaine, nous pouvons nous consacrer à des activités de notre choix.»

Comme cuisiner de la tourtière et de la soupe aux gourganes, aller ici et là sur la Saint-Do ou bien, tout bonnement, faire simple...

## SIDA

SUITE DE LA PAGE 1

peau et la maigreur extrême, ce qui a peut-être créé une pensée magique. «Le sida est aussi moins médiatisé et moins politiquement rentable», croit-il.

Pourtant, la situation est loin d'être réjouissante. Oui, les porteurs du virus vivent plus longtemps avec la bête avant qu'elle ne se libère et, oui, ils survivent plus longtemps, mais la maladie n'a pas dit son dernier mot. Mutation du virus devenant résistant aux traitements et contamination galopante chez les utilisateurs de drogues injectables (UDI) ne sont que la pointe de l'iceberg.

Sur son site Internet, Santé Canada explique que le nombre de nouveaux cas déclarés de sida n'est plus un indicateur fiable de la charge que représente l'infection au VIH. «Bien que le nombre de rapports de cas de sida diminue, surtout à cause de l'amélioration des traitements, l'épidémie d'infection au VIH au Canada se poursuit et gagne de nouvelles populations», peut-on lire.

En avril 1999, le Bureau du VIH/sida du Laboratoire de lutte contre la maladie (LLCM) de Santé Canada dévoilait que 15 000 personnes vivant au Canada sont infectées par le VIH sans le savoir. Ce même laboratoire évalue à 40 100 le nombre de personnes séropositives et à 4200 le nombre de nouvelles infections chaque année. Ce taux est moindre que dans les années 1980 (de 5000 à 6000 nouveaux cas), mais supérieur à ce qui prévalait dans la première moitié de la décennie 1990 (de 2500 à 3000 nouveaux cas).

Santé Canada révèle également que les femmes connaissent la plus forte croissance du taux d'infection au VIH, principalement à cause de l'usage de drogues injectables. Dans la même veine, les autochtones et les prisonniers affichent un taux d'infection en constante progression. «On estime que le taux d'infection au VIH dans les pénitenciers fédéraux est dix fois plus élevé que dans la population en général», souligne l'organisme fédéral.

Au Québec, le Centre québécois de coordination sur le sida (CQCS) évalue à près de 14 000 les cas de séropositivité, les deux tiers des personnes atteintes habitant l'île de Montréal. Chaque jour, environ quatre nouvelles personnes sont infectées. «Et c'est un phénomène évitable! s'insurge le Dr Danielle Auger, coordonnatrice intérimaire du CQCS. Le diabète est une maladie génétique, on ne peut pas l'éviter. Mais le sida, on peut le prévenir. Les nouvelles infections peuvent être évitées et c'est ce qui fait que c'est encore plus odieux. Notre objectif n'est pas juste de stabiliser le nombre d'infections mais de le faire reculer par des comportements et des actions de prévention.»

### San Francisco aux avant-postes

Aux États-Unis, le nombre de cas de sida et d'infections au VIH s'est stabilisé, mais on est loin d'avoir éradiqué le virus. «La nouvelle vague d'infections au VIH tant appréhendée et prédite à San Francisco est ici», rapportait le San Francisco Chronicle, le 30 juin dernier. Au cours de la dernière année, le nombre d'infections a doublé. «Il s'agit d'un avant-goût de ce qui se produira partout au pays. Ce qui se passe avec l'épidémie de VIH se produit habituellement ici en premier», relate au quotidien californien Tom Croates, directeur de l'Institut de recherche sur le sida de l'Université de Californie à San Francisco. Un autre spécialiste qui a fait des recherches au Zimbabwe soutient que le taux de transmission est comparable à celui des pays d'Afrique subsaharienne.

San Francisco est un des bastions gais les plus importants aux États-Unis. Au début des années 1980, jusqu'à la moitié de la communauté homosexuelle était infectée par le VIH. Depuis 1981, 18 000 résidents de cette ville sont décédés du sida. Là-bas, cette nouvelle envolée est donc prise très au sérieux, d'autant plus que plusieurs facteurs troublants ont été mis au jour. De 1994 à 1999, la proportion d'hommes gais utilisant toujours le condom a chuté de 70 % à 54 % et la proportion d'homosexuels qui ont une relation anale non protégée avec plus d'un partenaire a grimpé de 23 % à 43 %.

Plus près de chez nous, le 4 juillet, le Toronto Star rapportait qu'après un déclin constant de 1992 à 1996, le nombre d'homosexuels infectés au VIH recommence à grimper. En 1992, 1,5 personne sur 100 personnes testées obtenait un test de dépistage positif; en 1996, la proportion avait chuté à 0,87. Mais depuis, la situation a repris de l'ampleur et, en 1999, le taux était de 2,07 par 100 personnes. En Ontario cependant, le VIH est désormais une maladie à déclaration obligatoire, ce qui pourrait expliquer une partie de cette hausse.

Et au Québec? «Pour l'instant, on est tous alertés parce que ce qui se passe ailleurs peut se passer ici», admet le Dr Danielle Auger. La spécialiste ne croit pas cependant qu'un phénomène de cette ampleur se dessine dans la province. C'est également l'avis de Michel Morin, directeur adjoint de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-sida) et également membre de la Cohorte Oméga. Cet organisme suit 1200 homosexuels séronégatifs montréalais de tous les groupes d'âge. «Les comportements sexuels sécuritaires semblent désormais bien ancrés, soutient-il. [...] Ici, l'explosion de VIH ne semble pas se produire comme à Toronto. On ne la voit pas, mais évidemment on ne néglige pas cette possibilité. C'est pourquoi on renouvelle notre discours pour faire plus de prévention.»

Réjean Thomas pense au contraire que ce qui se passe à Toronto et à San Francisco n'est pas isolé. «Les gens qui font partie de la Cohorte Oméga sont très motivés, mais ils ne représentent pas l'ensemble de la communauté gais. Ils sont informés, ils passent un test de dépistage aux trois mois... [...] En tout cas, ceux que je vois dans mon bureau ne sont pas de ce groupe. Je fais une ou deux préthérapies par jour à la clinique, laisse-til tomber. Ce traitement doit être donné entre 24 et 48 heures après une relation sexuelle non protégée avec une personne à risque et il dure un mois. On fait ça depuis un an et on ne sait pas si ce traitement fonctionne.» Selon le médecin, seule une prévention basée sur le nouveau protocole du VIH peut être efficace.